



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 5 SEPTEMBRE 1942

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 5TH, 1942

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement, Québec, 27 juin 1940.
1—1-52

Lettres Patentes

"La Corporation de Protection de Documents" "Records Protection Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour d'août 1942, constituant en corporation: Marcel B. Morency, C.G.A., Lucien Viau, C.G.A., et Almanzor Laberge, tous trois comptables, de la cité et du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Filmer, microfilmer, photographier, cinématographier, multigraphier, miméographier ou autrement reproduire, copier et utiliser toutes sortes de documents privés et publics, copies, manuscrits, pièces théâtrales;

Manufacturer, fabriquer, produire, vendre, échanger, louer, acheter, acquérir, posséder, emmagasiner, importer et exporter toutes sortes de machines, instruments et accessoires, dispositifs cinématographiques, microfilmiques, micrographiques, miméographiques, photographiques, multigraphiques et tous autres dispositifs mécaniques pouvant enregistrer, reproduire, transmettre documents, copies, manuscrits publics et privés; recevoir, emmagasiner, vendre, utiliser, exploiter, distribuer et faire le commerce de machineries, accessoires, outils, instruments

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House, Quebec, June 27th, 1940.
1—1-52

Letters Patent

"La Corporation de Protection de Documents" "Records Protection Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of August, 1942, incorporating: Marcel B. Morency, C.G.A., Lucien Viau, C.G.A., and Almanzor Laberge, all three accountants, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To film, microfilm, photograph, cinematograph, multigraph, mimeograph or otherwise reproduce, copy and utilize all kinds of public and private documents, copies, manuscripts, theatrical plays;

To manufacture, make, produce, sell, exchange, lease, buy, acquire, own, store, import and export all kinds of cinematographic, microfilmic, micrographic, mimeographic, photographic, multigraphic machines, instruments, accessories and devices, and all other mechanical devices capable of registering, reproducing and transmitting public or private records, copies, manuscripts; to receive, store, sell, utilize, develop, distribute and deal in machinery, accessories, tools, instruments or devices or otherwise acquire by purchase on lease, lease, hold, own and operate all

ou dispositifs ou autrement acquérir par achat à bail, louer, détenir, posséder et exploiter tous autres procédés de reproduction graphique, micrographique, microfilmique, filmique, filmographique, cinématographique, multigraphique, mimeographique, photographique y compris les impressions à la soie, de lithographie, d'électrographie, de collotypie, de thermographie, de cliché, de gravure et de reliure;

Faire les affaires d'imprimeur, de lithographe, publiciste, photographe, graveur, sténotypeur, électrotipeur, graveur en relief sur plomb, zinc ou cuivre, éditeur de livres et de tous autres travaux et entreprises incidentes ou accessoires aux objets de la compagnie, sous le nom de "La Corporation de Protection de Documents—Records Protection Corporation", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour d'août 1942.

L. DÉSILETS,
1933-o Assistant-procureur général.

"Quebec Broom & Mop Manufacturers Association Incorporated"
"Association des Manufacturiers de Balais & Vadrouilles de Québec, Inc."

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et unième jour de juillet 1942, constituant en corporation sans capital-actions: Thomas Russell Fenton, Joseph Henrico et Jerry Blutstein, gérants, Fernand Marchessault, manufacturier, et Joseph-Wilbrod Allard, président, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Grouper ensemble les manufacturiers de balais, vadrouilles, brosses et tous autres produits similaires qui exercent leur commerce dans la Province de Québec ou qui y ont une place d'affaires, et toutes autres personnes, sociétés ou corporations intéressées soit directement comme fournisseurs à ces manufacturiers ou autrement dans ces commerces et qui ont une place d'affaires dans la Province de Québec;

Promouvoir l'organisation, la réglementation ou la surveillance des intérêts des manufacturiers de balais, vadrouilles, brosses et tous autres produits similaires dans la Province de Québec, sous le nom de "Quebec Broom & Mop Manufacturers Association Incorporated"—"Association des Manufacturiers de Balais & Vadrouilles de Québec, Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de cinq mille dollars (\$5,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal, P.Q.

Daté du bureau du procureur général, ce trente et unième jour de juillet 1942.

L. DÉSILETS,
1934-o Assistant-procureur général.

"Strathcona Garment Mfg. Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-

other methods of graphic, micrographic, microfilmic, filmic, filmographic, cinematographic, multigraphic, mimeographic, photographic reproduction including silk screen process, lithographing, electrographing, collotyping, thermography, photography, engraving and binding;

To carry on the business of printer, lithographer, publisher, photographer, engraver, stereotyper, electrotyper, embosser on lead, zinc or copper, editor of books and of any other works and undertakings incidental or accessory to the objects of the company, under the name of "La Corporation de Protection de Documents—Records Protection Corporation", with a total capital stock of forty-nine thousand nine hundred dollars (\$49,900), divided into four hundred and ninety-nine (499) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August, 1942.

L. DÉSILETS,
1933 Deputy Attorney General.

"Quebec Broom & Mop Manufacturers Association Incorporated"
"Association des Manufacturiers de Balais & Vadrouilles de Québec, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first of July, 1942, to incorporate as a corporation without share capital; Thomas Russell Fenton, Joseph Henrico and Jerry Blutstein, managers, Fernand Marchessault, manufacturer, and Joseph Wilbrod Allard, president, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To group together the manufacturers of brooms, mops, brushes and all similar products, carrying on their business in the Province of Quebec, or having a place of business in said Province, and any other persons, associations or corporations, directly interested as suppliers in these manufacturers, or, otherwise, in the said businesses and having a place of business in the Province of Quebec;

To promote the organization, regulation and supervision of the interests of manufacturers of brooms, mops, brushes and all other similar products, in the Province of Quebec, under the name of "Quebec Broom & Mop Manufacturers Association Incorporated"—"Association des Manufacturiers de Balais & Vadrouilles de Québec, Inc."

The amount to which shall be limited the value of the immovable property which the corporation may possess, is five thousand dollars (\$5,000.).

The head office of the corporation will be at Montreal, District of Montreal, P. Q.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first of July, 1942.

L. DÉSILETS,
1934 Deputy Attorney General.

"Strathcona Garment Mfg. Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du 7 août 1942, constituant en corporation: Joseph Kahne, manufacturier, Samuel Godinsky, avocat, Max Lipsey, manufacturier, et Michael Greenblatt, avocat, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement exercer le commerce ou le négoce de la laine, cotonnades, lainages, soieries, toile, et vêtements de toutes sortes; exercer les commerces qui consistent à manufacturer, acheter, et vendre des vêtements de toutes descriptions, et acquérir, acheter, posséder vendre, ou autrement en disposer, manufacturer, produire, importer, et exporter toutes sortes de vêtements, sous le nom de "Strathcona Garment Mfg. Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 7 août 1942.

1935 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"Woollens & Textiles Corporation"

Avis est, par les présentes donné, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du 18 juillet 1942, constituant en corporation: John Jacob Spector, Reuben Spector, avocats, des cité et district de Montréal, et Rose Nutik, sténographe, fille majeure, de la cité de Westmount, district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer tous ou aucun des commerces d'importateurs et marchands en gros et en détail et commerçants de lainages, tissus, fournitures de tailleurs, doublure, serge, tweeds, worsteds, flanelle, vicunas, cheviote, et toutes sortes de draps quelconques, à l'usage des tailleurs pour la confection de vêtements pour hommes et femmes, et aucune et toute chose s'y rapportant, sous le nom de "Woollens & Textiles Corporation", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000) divisé en quatre cents (400) actions de cinquante dollars (\$50) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le 18 juillet 1942.

1936 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Seven Up Montreal Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 4 août 1942, changeant le nom de la compagnie "Seven Up Bottling Company of Montreal Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 juin 1939, sous le nom de "Seven Up Bottling Company of Montreal Limited", en celui de: "Seven Up Montreal Limited", et

Province of Quebec, bearing date the seventh day of August, 1942, incorporating: Joseph Kahne, manufacturer, Samuel Godinsky, advocate, Max Lipsey, manufacturer, and Michael Greenblatt, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of clothing, under the name of "Strathcona Garment Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of August, 1942.

1935-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Woollens & Textiles Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of July, 1942, incorporating: John Jacob Spector, Reuben Spector, advocates, of the City and District of Montreal, and Rose Nutik, stenographer, spinster, of the City of Westmount, in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on all and any of the businesses of importers and wholesale and retail merchants and dealers in woollens, textiles, tailors' trimmings, linings, serges, tweeds, worsteds, flannels, vicunas, cheviots, and all kinds of cloth whatsoever used in the tailoring of men's and women's garments, and any and all incidentals thereto, under the name of "Woollens & Textiles Corporation", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of July, 1942.

1936-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Supplementary Letters Patent

"Seven Up Montreal Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the fourth day of August, 1942, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the "Seven Up Bottling Company of Montreal Limited", incorporated by letters patent dated the thirtieth day of June, 1939, under the name of "Seven Up Bottling Company of Montreal Limited" to that of: "Seven Up Montreal Limited", and changing its head

changeant son siège social des cité et district de Montréal, en la ville de Mont Royal, dans le même district.

Daté du bureau du procureur général, le 4 août 1942.

1937 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

office from the City and District of Montreal to the Town of Mount Royal, in the said District.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1942.

1937-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Ventes pour taxes municipales

Sales for Municipal Taxes

Province de Québec

VILLE DE COATICOOK

Avis public est par le présent donné par le soussigné, Romuald Dumont, secrétaire-trésorier de la ville de Coaticook, que les immeubles ci-après désignés, seront vendus à l'enchère publique, au bureau du conseil, à l'hôtel de ville, dans la ville de Coaticook, le MARDI, VINGT-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE mil neuf cent quarante-deux, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes générales et spéciales municipales et scolaires et des intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous, ainsi qu'au paiement des frais, à moins que les dites taxes ainsi que les intérêts et les frais ne soient payés avant la vente.

Province of Quebec

TOWN OF COATICOOK

Public notice is hereby given by the undersigned, Romuald Dumont, Secretary-Treasurer of the Town of Coaticook, that the immovables hereunder described will be sold by public auction, at the office of the Council, at the Town Hall, in the Town of Coaticook, on TUESDAY, the TWENTY-NINTH day of SEPTEMBER one thousand nine hundred and forty-two, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the general and special municipal and school taxes and the interest thereon, as mentioned hereunder, and also to the payment of the costs, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Propriétaires cotisés Assessed proprietors	N° de cadastre Cadastral No.	Taxes municipales et intérêts Municipal taxes and interests	Taxes scolaires et intérêts School taxes and interests	Total
Bouchard, Mme-Mrs Maurice	1578-1579	\$ 8.39	\$36.07	\$ 44.46
Patenaude, Joseph	859, 860	142.83	72.01	214.84
Patenaude, Joseph	863	89.28	24.87	114.15
Poulin, Davila	Pt. 39	15.39		15.39
Poulin, Philippe	Pt. 39	6.81	23.25	30.06
Trudeau, Eugène & Maurice	684 pt. de-of 685	165.51	44.14	209.65

Les immeubles susdits sont tous du cadastre et du livre de renvoi de la ville de Coaticook.

Donné sous mon seing, à Coaticook, ce vingt-quatrième jour d'août mil neuf cent quarante-deux.

1897-35-2-o Le secrétaire-trésorier,
ROMUALD DUMONT.

The above mentioned immovables are all on the cadastral plan and in the book of reference of the Town of Coaticook.

Given under my hand, at Coaticook, this twenty-fourth day of August, one thousand nine hundred and forty-two.

1897-35-2-o ROMUALD DUMONT,
Secretary-Treasurer.

AVIS

Que le VINGT-TROISIÈME jour de SEPTEMBRE 1942, à DIX heures de l'avant-midi, à l'Hôtel de Ville de la cité des Trois-Rivières, les terres et héritages ci-dessous désignés, situés dans la cité des Trois-Rivières, seront vendus comme étant grevés de taxes qui n'ont pas été payées dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, tel que requis par la loi, savoir:

Un emplacement situé au coin sud-ouest de la rue Ste-Angèle, en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné comme étant le lot N° 182 de la subdivision officielle du lot N° 1755 (1755-182) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières. Distraire cependant de cet emplacement une pointe de terre à prendre au sud-est dudit lot N° 182 et ayant 15 pieds de largeur au front sur ladite rue Ste-Angèle et rétrécissant graduellement jusqu'à une profondeur de quarante-deux pieds

NOTICE

That on the TWENTY-THIRD day of SEPTEMBER, 1942, at TEN o'clock in the forenoon, at the City Hall of The City of Trois-Rivières, the lands and hereditaments herein-after designated, situate in the City of Trois-Rivières, shall be sold as encumbered with taxes which were not paid within the six months following the notice of the filing of the roll, as required by law, namely:

An emplacement situate at the south-west corner of Ste-Angèle street, in the city of Trois-Rivières, known and designated as being lot No. 182 of the official subdivision of lot No. 1755 (1755-182) of the official cadastre of the city of Trois-Rivières. To be deducted, however, from the said emplacement a point of land to be taken on the south-east of said lot No. 182 and measuring 15 feet in width in front on said Ste-Angèle street and narrowing gradually to a depth of

environ pour se terminer en pointe à la profondeur; avec en plus une pointe de terrain à prendre du côté nord-ouest et à la profondeur du lot N° p.1834 dudit cadastre ayant quinze pouces de largeur à la profondeur et rétrécissant graduellement de manière à se terminer en pointe à une distance d'environ quarante-sept pieds et six pouces et en venant vers le front dudit emplacement, le tout à la mesure anglaise, avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances, et avec droit dans la ruelle se trouvant à la profondeur dudit lot et connue et désignée sous le N° 1755-141 dudit cadastre, à la charge par l'acquéreur d'entretenir la moitié nord-est de la susdite ruelle sur toute la largeur dudit lot comme ruelle sans jamais rien pouvoir y déposer qui soit de nature à gêner la circulation en icelle, le tout suivant les titres de propriété du vendeur, comme appartenant à M. Josaphat Pronovost.

Un lot vacant situé sur la rue Ste-Catherine, borné en front vers le nord-ouest par la rue Ste-Catherine, N° 1124-157; vers le sud-ouest par la ruelle N° 1124-153; vers le nord-est par le lot N° 1124-140, et vers le sud-ouest par le lot N° 1124-142, comme appartenant à M. Donat Tourville;

Un lot vacant situé sur la rue Ste-Catherine, borné en front vers le nord-ouest par la rue Ste-Catherine, N° 1124-157; vers le sud-est par la ruelle N° 1124-153; vers le nord-est par le lot N° 1124-141, et vers le sud-ouest par le lot N° 1124-143, comme appartenant à M. Donat Tourville;

Un lot vacant situé sur la rue Montcalm, borné en front vers le nord-ouest par la rue Montcalm, N° 1122-243; vers le sud-est par la ruelle N° 1122-214; vers le nord-est par le lot N° 1122-239 et vers le sud-ouest par le lot N° 1122-237; comme appartenant à M. J. Raoul Poirier;

Un emplacement situé au N° 1919 rue Ste-Marguerite, borné en front vers le nord par le chemin Ste-Marguerite; vers le sud par le lot N° 26a-442; vers l'est, par le lot N° 66 et vers l'ouest par la ruelle N° 26a-442a; apparaissant au rôle d'évaluation de la cité, comme appartenant à M. Edm. Raymond;

Un emplacement portant le N° civique 926 rue St-Pierre, borné en front vers le sud-est par la rue St-Pierre; vers le nord-ouest, par le lot N° 2167; vers le nord-est, par la rue Laviolette et vers le sud-ouest par les lots 2171 et 2169, comme appartenant à Read Motors Limited;

Un emplacement situé sur la rue Bonaventure, borné en front vers le sud-ouest par la rue Bonaventure, vers le nord-est par le lot N° 2172; vers le sud-est par les lots N° 2170 et 2171 et vers le nord-ouest par le lot N° 2168, comme appartenant à Read Motors Limited;

Trois-Rivières, le 26 août 1942.

Le greffier,
1913-35-2-o GEORGES BEAUMIER.

Province de Québec, Comté de Rouville

VILLE DE MARIEVILLE

Avis public est par les présentes donné par B.-N. Ladouceur, greffier de la Ville de Marieville, que l'immeuble ci-dessous décrit sera vendu à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville, dans la salle des délibérations du conseil municipal, en

forty-two feet or thereabouts to end in a point at the depth: with moreover a point of land to be taken from the north-west side and at the depth of lot No. Pt. 1834 of said cadastre measuring fifteen inches in width at the depth and narrowing gradually so as to end in a point at a distance of about forty-seven feet and six inches and running towards the front of the said emplacement, the whole English measure—with the house thereon erected, circumstances and dependencies, and with right in the land situate at the depth of said lot and known and designated under No. 1755-141 of said cadastre, the purchaser being charged with the maintenance of the north-east half of the aforesaid lane on the whole width of said lot as a lane without ever allowing any encumbrance that might in any way interfere with traffic thereon, the whole in accordance with the property titles of the vendor, as belonging to Mr. Josaphat Pronovost.

A vacant lot situate on Ste-Catherine street, bounded in front towards the north-west by Ste-Catherine street, No. 1124-157; towards the south-west by the lane No. 1124-153; towards the north-east by lot No. 1124-140, and towards the south-west by lot No. 1124-142, as belonging to Mr. Donat Tourville;

A vacant lot situate on Ste-Catherine street, bounded in front towards the north-west by Ste-Catherine street, No. 1124-157; towards the south-east by the lane No. 1124-153; towards the north-east by lot No. 1124-141, and towards the south-west by lot No. 1124-143, as belonging to Mr. Donat Tourville;

A vacant lot situate on Montcalm street, bounded in front towards the north-west by Montcalm street, No. 1122-243; towards the south-east by the lane No. 1122-214; towards the north-east by lot No. 1122-239 and towards the south-west by lot No. 1122-237, as belonging to Mr. J. Raoul Poirier;

An emplacement situate at No. 1919 Ste-Marguerite street, bounded in front towards the north by Ste-Marguerite road; towards the south by lot No. 26a-442; towards the east, by lot No. 66 and towards the west by the lane No. 26a-442a; appearing on the valuation roll of the city, as belonging to Mr. Edm. Raymond;

An emplacement bearing civic No. 926 St-Pierre street, bounded in front towards the south-east by St-Pierre street; towards the north-west, by lot No. 2167; towards the north-east, by Laviolette street and towards the south-west by lots 2171 and 2169, as belonging to Read Motors Limited;

An emplacement situate on Bonaventure street, bounded in front towards the south-west by Bonaventure street; towards the north-east by lot No. 2172; towards the south-east by lots No. 2170 and 2171 and towards the north-west by lot No. 2168, as belonging to Read Motors Limited;

Trois-Rivières, August 26, 1942.

GEORGES BEAUMIER,
1913-35-2 Clerk.

Province of Quebec, County of Rouville

TOWN OF MARIEVILLE

Notice is hereby given by B. N. Ladouceur, Clerk of the Town of Marieville, that the immovable property hereinafter described will be sold by public auction, at the City Hall, in the Council-Chamber, in the Town of Marieville,

la Ville de Marieville, MERCREDI, le TRENTIÈME jour de SEPTEMBRE mil neuf cent quarante-deux, à DIX heures de l'avant-midi (heure dite avancée), pour satisfaire au paiement des taxes municipales, cotisations scolaires et répartitions d'église, ainsi que des frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais, ne soient payés avant la vente, ledit immeuble décrit comme suit, savoir:

Un emplacement situé en la Ville de Marieville, appartenant à la succession Augustin Sabourin, connu comme faisant partie du lot numéro cent trente-cinq des plan et livre de renvoi officiels du Village de Marieville, de la contenance de soixante pieds de front, mesure anglaise, sur la rue Choquette, sur une profondeur de cent trente pieds, aussi mesure anglaise, le tout plus ou moins, borné, ce dit emplacement, au nord par la rue Choquette; au sud par l'emplacement de T. Guertin ou représentants; d'un côté, vers l'ouest, par l'immeuble Dussault & Daigneault ou représentants; et de l'autre côté, vers l'est, par Moïse Guédesse ou représentants; avec la maison et ses dépendances dessus construites et avec toutes les servitudes y attachées; ce dit emplacement étant maintenant plus particulièrement connu et désigné comme étant le lot numéro trente-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent trente-cinq (135-35) des dits plan et livre de renvoi officiels du Village de Marieville.

Donné en la ville de Marieville, ce trente-unième jour du mois d'août mil neuf cent quarante-deux.

1945-36-2-o

Le greffier,
B.-N. LADOUCEUR.

WEDNESDAY, the THIRTIETH day of SEPTEMBER nineteen hundred and forty-two, at TEN o'clock in the forenoon (daylight saving time so-called) to satisfy to the payment of the municipal and school taxes and of the church dues and the costs which shall be subsequently incurred, unless the said taxes and dues be paid before the sale, said property described as follows:

An emplacement situated in the Town of Marieville, belonging to the Estate Augustin Sabourin, known and described as forming part of the lot number one hundred and thirty-five of the official plan and book of reference of the Village of Marieville, containing sixty feet in front, English measure, on Choquette street, and one hundred and thirty feet in depth, also English measure and more or less, said emplacement being bounded to the north by Choquette Street; to the south by the emplacement of T. Guertin or representatives; on one side, to the west, by the emplacement belonging to Dussault & Daigneault or representatives; and on the other side, to the east, by Moïse Guédesse or representatives; together with the house and out-buildings thereon erected and with all the servitudes attached thereto; the said emplacement being now more particularly known and designated as number thirty five of the official subdivision of the original lot number one hundred and thirty-five (135-35) of the official plan and book of reference of the Village of Marieville.

Given at the Town of Marieville this thirty-first day of August nineteen hundred and forty-two.

1945-36-2-o

B.-N. LADOUCEUR,
Clerk.

Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 212109. Dame Berthe Malo, de la cité de Verdun, district de Montréal, épouse commune en biens de Roger Lenoir, tavernier, des mêmes lieux, demanderesse; vs ledit Roger Lenoir, ci-dessus mentionné, défendeur.

Dame Berthe Malo, épouse de Roger Lenoir, tavernier, de la cité de Verdun, district de Montréal, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Montréal, le 7 août 1942.

Les procureurs de la demanderesse,
1942-o REID & FAVREAU.

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 212109. Dame Berthe Malo, of the City of Verdun, District of Montreal, wife common as to property of Roger Lenoir, tavern-keeper, of the same place, plaintiff; vs the said Roger Lenoir, hereinabove mentioned, defendant.

Dame Berthe Malo, wife of Roger Lenoir, tavern-keeper, of the City of Verdun, District of Montreal, has instituted an action against her husband for separation as to property.

Montreal, August 7th, 1942.

1942 REID & FAVREAU,
Attorneys for the plaintiff.

Assurance

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que la compagnie Les Prévoyants du Canada a obtenu, en conformité des dispositions de la Loi des assurances de Québec, Chapitre 299 des Statuts Refondus, 1941, le permis n° 789 et le certificat d'enregistrement n° 453 qui l'autorisent, à compter du premier juillet 1942, à réaliser dans la Province des opérations d'assurance sur la vie.

Le siège social de ladite compagnie est situé à 56 rue Saint-Pierre, Québec.

Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Notice is hereby given that the company Les Prévoyants du Canada has obtained, in accordance with the provisions of the Quebec Insurance Act, Chapter 299 of the Revised Statutes, 1941, the license no. 789 and the certificate of registry no. 453 authorizing it, as from the first of July 1942, to transact the business of life insurance.

The head-office of the said company is situated at 56 Saint-Peter Street, Quebec.

Ladite compagnie a déposé chez le Trésorier de la Province, en conformité de l'article 94 de la Loi des assurances de Québec, des obligations au montant de \$44,000 (valeur au pair).

Daté ce vingt-quatrième jour d'août 1942 au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Pour le Trésorier de la Province,

GEORGES LAFRANCE,

1886-35-2-o

Surintendant des assurances.

The said company has deposited with the Treasurer of the Province, pursuant to section 94 of the Quebec Insurance Act, bonds in the amount of \$44,000 (par value).

Dated this twenty-fourth day of August 1942 at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,

GEORGES LAFRANCE,

1886-35-2-o

Superintendent of Insurance.

Avis divers

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du Régime des Eaux Courantes, que monsieur Joseph Longchamp de la paroisse de Saint-Henri dans le comté de Lévis se propose de demander l'approbation des travaux faits depuis le 9 février 1918 sur la rivière Etchemin qui borde les lots 562 et 628 de la paroisse de Saint-Henri.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement de ces travaux et les terrains concernés par le refoulement des eaux, a été transmise au Ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement du comté de Lévis, à Lévis.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Québec, le 27 août 1942.

1915-35-4-o

JOSEPH LONGCHAMP.

TELEPHONE SECURITIES, LIMITED

Règlement "E"

Un règlement réduisant de sept à cinq le nombre des directeurs.

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété ce qui suit:

1. Que, sujet à l'approbation des actionnaires, le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, réduit de sept à cinq et que la première phrase de l'article 1 du règlement III des règlements généraux de la compagnie soit et il est, par les présentes, amendé de manière à se lire comme suit:

"Article 1—Le nombre des directeurs est de cinq".

2. Que les directeurs soient par les présentes autorisés à soumettre ce règlement pour approbation, à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée pour considérer le règlement, et, s'il est approuvé, d'en déposer une copie certifiée sous le sceau de la compagnie chez le secrétaire de la Province et de le faire publier dans la *Gazette officielle de Québec*.

Je, soussigné, secrétaire de la compagnie "Telephone Securities, Limited", certifie par les présentes sous le sceau de la compagnie, que ce qui précède est une copie vraie et authentique du règlement "E" décrété par le Conseil d'administration de la compagnie, le 15 avril 1941; que ledit règlement a été approuvé le 8 mai 1941 par les actionnaires à une assemblée générale spéciale tenue à ces fins; et qu'à cette assemblée les actionnaires présents détenaient ou représentaient entre eux 147,600 des 160,000 actions émises et en

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given, in accordance with section 8 of the Water-Course Act, that Mr. Joseph Longchamp, of the Parish of Saint-Henri, in the county of Lévis, intends to apply for approval of works made since the 9th of February, 1918, on the Etchemin River which borders on lots 562 and 628 of the Parish of Saint-Henri.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications indicating the site of such works and the lands affected by the raising of the waters, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of the said plans and specifications has been filed in the office of the Registration Division of the County of Lévis, at Lévis.

The application contained in the petition shall be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Quebec, August 27, 1942.

1915-35-4

JOSEPH LONGCHAMP.

TELEPHONE SECURITIES, LIMITED

By-Law "E"

A By-law to reduce the number of Directors from Seven to Five.

Be it and it is hereby enacted as follows:

1. That, subject to approval of the Shareholders, the number of Directors of the Company be and is hereby reduced from seven to five and that the first sentence of Section 1 of By-law III of the Company's General By-laws be and is hereby amended so as to read as follows:

"Section 1—The number of Directors is five".

2. That the Directors are hereby authorized to submit this By-law for approval to a Special General Meeting of the Shareholders duly called for considering the By-law, and, if approved thereat, to file a copy of the By-law certified under the seal of the Company with the Provincial Secretary and cause it to be published in the *Quebec Official Gazette*.

I, the undersigned, Secretary of Telephone Securities, Limited, do hereby certify under the seal of the Company, that the foregoing is a true and correct copy of By-law "E" enacted by the Board of Directors of the Company on the 15th day of April, 1941; that the said By-law was approved on the 8th day of May, 1941 by the Shareholders at a Special General Meeting held for the purpose; and that at such meeting Shareholders present held or represented amongst themselves 147,600 shares of the capital of the

cours du capital de la compagnie, et que tous lesdits actionnaires ont voté en faveur du règlement.

Daté à Montréal, le 15 mai 1941.

(Sceau)
1940

Le secrétaire,
GEOFFREY PURDY.

Company out of 160,000 shares issued and outstanding, and that all the said shareholders voted in favour of the By-law.

Dated at Montreal, the 15th day of May, 1941.

(Seal)
1940-o

GEOFFREY PURDY,
Secretary.

AVIS DE LA DEMANDE DES PLANS ET DEVIS

NOTICE OF APPLICATION AND DEPOSIT OF PLANS AND SPECIFICATIONS

Avis est donné au public, conformément à l'article 7 de la loi du régime des eaux courantes, que Monsieur Armand Paradis, industriel de la paroisse de Ste-Sophie, Comté de Mégantic, P. Q., se propose de demander l'autorisation de faire des modifications au quai de son moulin, sur le cours d'eau qui borde cette propriété, la rivière Blanche, vis-à-vis les lots 974 et 975 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Sophie, canton Halifax, comté de Mégantic, P.Q.

Notice is hereby given, pursuant to article 7 of the Water-Course Act, that Mr. Armand Paradis, manufacturer, of the Parish of Ste-Sophie, County of Megantic, P.Q., intends to apply for authorization to make certain alterations to the wharf of his mill, on the water-course bordering said property, "la rivière Blanche", opposite lots 974 and 975 on the official cadastre for the Parish of Ste-Sophie, Township of Halifax, County of Megantic, P.Q.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction des ouvrages projetés et des terrains qui seront affectés, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications, showing the site chosen for the construction of the proposed works and the lands which will be affected, has been forwarded to Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Office of the Registration Division of the County of Megantic, at Inverness.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

8 Geo. V, c. 68, formule A.

8 Geo. V, c. 68, form A.

1946-36-4-o

Le requérant,
ARMAND PARADIS.

1946-36-4

ARMAND PARADIS,
Petitioner.

Canada, Province de Québec, District de Gaspé.

Canada, Province of Quebec, District of Gaspé.

Les Commissaires d'École pour la municipalité de Ste-Anne des Monts Village, comté de Gaspé, vs Les Héritiers en ligne directe de feu Vve Rigobert Miville et de feu Rigobert Miville fils, en leur vivant de Ste-Anne des Monts, dans le comté de Gaspé-Nord.

The School Commissioners for the Municipality of Ste. Anne des Monts Village, County of Gaspé; vs The Heirs in direct line of the late widow Rigobert Miville, and of the late Rigobert Miville junior, in their lifetime of Ste. Anne des Monts, in the county of Gaspé-North.

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE.

Avis public est par le présent donné que les Commissaires d'École de la municipalité de Ste-Anne des Monts Village ont résolu de vendre au plus haut soumissionnaire le terrain à eux vendu par ladite Dame Rigobert Miville et ledit Rigobert Miville fils, par contrat en date du 15 février 1865.

Public notice is hereby given that the School Commissioners of the Municipality of Ste. Anne des Monts Village, have decided to sell to the highest tenderer, the lot of land to them sold by said Dame Rigobert Miville and said Rigobert Miville, junior, as per contract dated February 15th, 1865.

Avis public est aussi donné par les présentes aux héritiers en ligne directe de ladite Dame Rigobert Miville et dudit feu Rigobert Miville, fils qui devront d'aujourd'hui au 5 octobre 1942 aviser par écrit lesdits vendeurs, au bureau de leur Secrétaire à Ste-Anne des Monts de leur intention d'exercer la faculté à eux réservée dans ledit acte de vente du 15 février 1865 et de produire en même temps la preuve de leur filiation.

Public notice is also hereby given to the Heirs in direct line of the said late Dame Rigobert Miville and of said late Rigobert Miville, junior, who shall, from this to the 5th of October 1942, notify the said vendors, in writing at the office of their secretary, at Ste. Anne des Monts, of their intention of exercising the option reserved to them in said deed of sale, of February 15th, 1865, and at the same time, to produce the proof of their relationship.

A défaut par lesdits héritiers de se conformer aux obligations ci-dessus lesdits vendeurs procéderont à la vente dudit terrain au plus haut soumissionnaire comme si aucune réserve n'avait jamais existé en faveur desdits héritiers.

In default, by the said Heirs, of complying with the above obligations, the said vendors will proceed with the sale of the said lot of land to the highest tenderer as if not reserve had ever existed in favour of the said Heirs.

Donné à Ste-Anne des Monts, ce 26ième jour d'août 1942.

Given at Ste. Anne des Monts, this 26th day of August 1942.

Le secrétaire des Commissaires d'école pour la municipalité de Ste-Anne des Monts Village, dans le comté de Gaspé-Nord,

L. C. SASSEVILLE,
Secretary of School Commissioners for the Municipality of Ste. Anne des Monts Village, in the County of Gaspé-North.

1952-36-2-o

L.-C. SASSEVILLE.

1952-36-2

Bureaux-Chef

Chief-Offices

Province de Québec—District de Montréal

TREE SURGERY COMPANY LIMITED

Avis est, par les présentes donné, que la compagnie Tree Surgery Company Limited, constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 août 1941, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au numéro 4601, chemin de la Côte des Neiges, dans les cité et district de Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le bureau principal de la compagnie.

Daté à Montréal, le 27 août 1942.

1941

Le président,
M. W. MINOGUE.

Avis est donné que The Lakeview Cemetery Company, constituée en corporation par Lettres Patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de Québec le 20 avril 1942 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau dans la pièce 25, N° 204 ouest de la rue Notre-Dame, en la cité de Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Montréal, ce 29e jour d'août 1942.

1943-o

Le secrétaire,
ALBERT ANDREW SMITH.

Province of Quebec—District of Montreal

TREE SURGERY COMPANY LIMITED

Notice is hereby given that the Tree Surgery Company Limited, company incorporated by letters patent on the 7th day of August, 1941, and having its head office in Montreal, has established its office at No. 4601 Côte des Neiges Road, in the city and district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 27th day of August, 1942.

1941-o

M. W. MINOGUE,
President.

Notice is hereby given that The Lakeview Cemetery Company, incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant-Governor of Quebec on the 20th of April, 1942, and having its Head Office in the City of Montreal, has established its office in room 25, 204 Notre Dame Street West, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being its Head Office.

Dated at Montreal, this 29th day of August, 1942.

1943-o

ALBERT ANDREW SMITH,
Secretary.

Chartes—Abandon de

Charters—Surrender of

Avis public est par les présentes donné que "La Cie Terrains Paul Limitée" s'adressera au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, du Commerce et de l'Industrie, après publication du présent avis, suivant la loi, aux fins d'être autorisée à abandonner sa charte, conformément à l'article 26 de la loi des Compagnies de Québec, chapitre 276, S.R.Q. 1941.

Montréal, 24 juillet 1942.

1944-o

Le secrétaire-trésorier,
PAULA DESMARCHAIS.

GRAVEL & GOYER COAL COMPANY LIMITED

Avis vous est par les présentes donné sous les dispositions de la Loi des compagnies de Québec que la compagnie susnommée demandera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil d'accepter l'abandon de sa charte, d'en ordonner l'annulation et de fixer une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Montréal, 1er septembre 1942.

GRAVEL & GOYER COAL COMPANY LIMITED.
Les procureurs de ladite Compagnie,
DUSSAULT, CADOTTE & DUSSAULT. 1948-o

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Henri Boucher Limitée", constituée en corpora-

Public notice is hereby given that "La Cie Terrains Paul Limitée" shall apply to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, after publication of the present notice, according to law, to be authorized to surrender its charter according to section 26 of the Quebec Companies' Act, chapter 276, R.S.Q., 1941.

Montreal, July 24, 1942.

1944-o

PAULA DESMARCHAIS,
Secretary-Treasurer.

GRAVEL & GOYER COAL COMPANY LIMITED

Notice is hereby given under the provisions of The Companies Act of Quebec that the above Company shall request the Lieutenant-Governor in Council to accept the surrender of its charter, direct its cancellation and fix a date upon and from which the Company shall be dissolved.

Montreal, September 1, 1942.

GRAVEL & GOYER COAL COMPANY LIMITED.
DUSSAULT, CADOTTE & DUSSAULT,
Attorneys for said Company. 1948-o

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, Chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Henri Boucher Limitée", incor-

tion par lettres patentes en date du cinquième jour d'avril 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour d'août 1942, la dite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce septième jour d'août 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, (S.R.Q. 1941, chapitre 276), et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Shagreen Co." constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 juillet 1941.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31 août 1942, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, le 11 août 1942.

1953 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Canada, Province de Québec, District de Québec.

AVIS

G & B ELECTRIC & REFRIGERATION
INCORPORATED

A toute personne intéressée:

Prenez avis que dans les délais d'usage, la Compagnie fera requête demandant l'abandon de sa charte.

Québec, le 2 septembre 1942.

1955-o Le président,
SARTO GOULET.

Département de l'Instruction publique

N° 293-39

Québec, le 1 septembre 1942.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 26 août 1942, de changer le nom de la municipalité scolaire de St-René-Goupil en celui de St-René-de-Matane.

1954-o

Département des Affaires Municipales

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Québec, le 12 août 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de Notre-Dame des Anges de Montauban, dans le comté de Portneuf, le sixième jour de juillet 1942 a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans

porated by letters patent dated the fifth day of April, 1938.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of August 1942, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of August, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, Chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Shagreen Co.", incorporated by letters patent dated the eighteenth day of July, 1941.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of August, 1942, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August, 1942.

1953-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec.

NOTICE

G & B ELECTRIC & REFRIGERATION
*INCORPORATED

To all interested:

Take notice that this Company will, in due course, make a petition to surrender its Charter.

Quebec, September 2nd, 1942.

1955-o SARTO GOULET,
President.

Department of Public Instruction

No. 293-39

Quebec, September 1st, 1942.

His Honor the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated the 26 of August 1942, to change the name of the School Municipality of St-René-Goupil to that of St-René-de-Matane.

1954-o

Department of Municipal Affairs

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, August 12th, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Whereas, by resolution passed by the municipal council of the parish of Notre-Dame des Anges de Montauban, County of Portneuf, on the sixth day of July, 1942, it hath been shown to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the

préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de la paroisse de Notre-Dame des Anges de Montauban dans le comté de Portneuf dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

W. LEARMONTH,

Asst.-Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Québec, 28 août 1942.

LOUIS CODERRE,

1938-o Sous-ministre des Affaires Municipales.

French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws, and resolutions of the said municipal council of the parish of Notre-Dame des Anges de Montauban, in the County of Portneuf, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

W. LEARMONTH,

Deputy Clerk Executive Council.

Published in conformity with Article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

Quebec, August 28th, 1942.

LOUIS CODERRE,

1938 Deputy Minister of Municipal Affairs

Examen des Agronomes—Agronomists Examination

TABLEAU CONTENANT LES NOMS, PRÉNOMS, AGE ET DOMICILE DES ASPIRANTS A L'ÉTUDE DE L'AGRONOMIE AINSI QUE LE NOM DES INSTITUTIONS OU ILS ONT ÉTUDIÉ

TABLE CONTAINING THE NAMES, SURNAMES, AGE AND RESIDENCE OF ASPIRANTS TO THE STUDY OF AGRONOMY AND ALSO THE NAME OF THE INSTITUTIONS WHERE THEY HAVE STUDIED

Noms et prénoms Names and Surnames	Résidence Residence	Age	Institutions
Bourbeau, Raymond.....	Amos (Abitibi) P. Q.....	21.	Externat classique St-Sulpice, B.A.
Ducharme, Lionel.....	St-Louis de France (Champlain).....	23	Séminaire des Trois-Rivières, B.A.
Falardeau, Roger.....	46 rue Scott, Québec.....	22	Séminaire St-Victor, Institut Agricole d'Oka.
Lalande, Gaspard.....	Ste-Scholastique, P.Q.....	25	Collège de Montréal, B.A.
Levac, Bernard.....	16, rue St-Joseph, Lachine.....	18	École Supérieure de St-Henri, Montréal.
Leveillé, Guy.....	4997, Queen Mary Rd, Montréal.....	17	École Commerciale St-Jérôme, Institut Agricole d'Oka.
Mainville, Clément.....	181, 2e avenue, Longueuil, P. Q.....	19	Collège de Longueuil.
Parent, Yvon.....	166, ave Royale, Giffard, P.Q.....	17	Institut J. Thomas, Québec, Institut agricole d'Oka.
Roberge, Roger.....	155, Blv. de l'Entente, Québec	18,	Collège des Jésuites, Québec.
Pagé, Marcel.....	Charlesbourg, P. Q.....	20	Académie Commerciale St-Raymond.
Langelier, Charles-Alcide.....	Ste-Angèle de Méridi (Matane).....	27	École Ouellet (Québec), Institut agricole d'Oka, B.A.
Despatis, Camille.....	995, rue Visitation, Montréal.	19	Mont St-Louis, Montréal.
Morin, Jean-Paul.....	Charlesbourg village, P. Q....	19	Externat St-Jean Eudes, Québec, Institut agricole, Oka.
Daneault, Roger.....	1514, rue Orléans, Montréal.	18	Cours scientifique, École du Plateau, Montreal.

Montréal, le 26 août 1942—Montreal, August 26th, 1942.

Le secrétaire-trésorier,

RENÉ MONETTE,

Secretary-Treasurer.

1939-36-2-o

Ministère de l'Agriculture

Department of Agriculture

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Concernant le changement de nom du cercle agricole de la mission de Ste-Françoise-Romaine, comté de Lotbinière.

Notice of change of name of "Cercle agricole de la Mission de Ste-Françoise-Romaine", County of Lotbinière.

Avis est par le présent donné que le ministre de l'agriculture autorise le changement de nom du cercle agricole de la mission de Ste-Françoise-Romaine, comté de Lotbinière, en celui de "Cercle agricole de la paroisse de Ste-Françoise-Romaine" conformément à l'article 5, chap. 118, des S.R.Q., 1941.

Québec, ce 31 août 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'agriculture,
1947-o ADRIEN MORIN.

Public notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the change of name of the "Cercle agricole de la Mission de Ste-Françoise-Romaine" County of Lotbinière, to that of "Cercle agricole de la paroisse de Ste-Françoise-Romaine", pursuant to article 5, chapter 118 of the R.S.Q., 1941.

Quebec, August 31st, 1942.

ADRIEN MORIN,
1947 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Lavolette, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Tite" et que son principal siège d'affaires est à St-Tite, comté de Lavolette.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-neuvième jour d'août 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
1951-o ADRIEN MORIN.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Lavolette, under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Tite", and that its principal place of business is at St-Tite, county of Lavolette.

The objects for which the said association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twenty-ninth day of August, 1942.

ADRIEN MORIN,
1951 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par monsieur Maurice Delage, notaire, demeurant et pratiquant à Québec, district judiciaire de Québec, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de monsieur le notaire Aurèle Leclerc, registrateur, de Québec, district judiciaire de Québec.

Québec, ce 3 juillet 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,
1720-32-5-0 JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Maurice Delage, Notary, residing and practising at Quebec, judicial district of Quebec, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Notary Aurèle Leclerc, Registrar, of Quebec, judicial district of Quebec.

Quebec, July 3, 1942.

JEAN BRUCHESI,
1720-32-5 Under Secretary of the Province.

Nominations

N° 1266-E.

Québec, 1 septembre 1942.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil de nommer monsieur Irénée Charbonneau et monsieur Doniat Beauregard, commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire catholique du village de McMasterville.
1968-o

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 12 août 1942.

MM. Grégoire Beaulieu et L.-Marc Girard, tous deux de Chicoutimi, Jean-Louis Taillon et Gilles Simard, tous deux de Jonquière, J. Clarence Jones, de Gaspé, Gérard Viel et Louis-Philippe Pelletier, tous deux de Rivière-du-Loup, Charles-Edouard Vézina, de Matane, Louis-Maurice Roy, de Ste-Marie, Beauce, Albert Gaudreault, de La Malbaie, et Gabriel-Arthur Latremouille, 71, rue St-Pierre, Québec, ces onze derniers employés de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, Alphonse Levasseur, sr, chef de cabinet, 62, Bougainville, Québec, et Willie Wight, enquêteur, Dorion, Vaudreuil: juges de paix avec juridiction dans toute la province de Québec; René-E. Dubé, comptable licencié, 4943 rue Fulton, Montréal, et Wilfrid Boismenu, employé des postes, Bu-

Appointments

No. 1266-E.

Quebec, September 1st, 1942.

His Honour the Lieutenant Governor in Council has been pleased to appoint Mr. Irénée Charbonneau and Mr. Doniat Beauregard, School Commissioners for the Catholic School Municipality of McMasterville.
1968

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by commission, to make the following appointments:

Quebec, August 12th, 1942.

Messrs. Grégoire Beaulieu et L.-Marc Girard, both of Chicoutimi, Jean-Louis Taillon and Gilles Simard, both of Jonquière, J. Clarence Jones, of Gaspé, Gérard Viel and Louis-Philippe Pelletier, both of Rivière-du-Loup, Charles-Edouard Vézina, of Matane, Louis-Maurice Roy, of Ste-Marie, Beauce, Albert Gaudreault, of La Malbaie, and Gabriel-Arthur Latremouille, 71, St. Peter street, Quebec, the eleven latter employees of the Wartime Prices and Trade Board, Alphonse Levasseur, sr, cabinet chief, 62 Bougainville, Quebec, and Willie Wight, investigator, Dorion, Vaudreuil: to be Justices of the Peace, with jurisdiction throughout the Province of Quebec; René-E. Dubé, licensed accountant, 4943 Fulton street, Montreal, and Wilfrid Boismenu, post office employee, Post of-

reau de poste, Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Adrien Héon, Joseph Marchand et Welly Vézina, cultivateurs, de St-Louis-de-Blandford: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Arthabaska; Gérard Sirois, professeur, et Willie Tremblay, marchand, tous deux de Ste-Rose-du-Dégel: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Kamouraska. Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe, le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S. R. Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 21 août 1942.

M. Hugh P. Walker, commis en chef, Jean Brillant, P.Q.: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15). 1969-o

fice, Montreal; to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Adrien Héon, Joseph Marchand and Welly Vézina, farmers, of St-Louis-de-Blandford: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Arthabaska; Gérard Sirois, professor, and Willie Tremblay, merchant, both of Ste-Rose-du-Dégel: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Kamouraska. The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Quebec, August 21st, 1942.

Mr. Hugh P. Walker, head clerk, Jean Brillant, P.Q.: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the Province of Quebec, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15). 1969

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Montréal, à savoir: { ALEXIS ANTAYA, N° 204298 } employé de la Défense Nationale, domicilié à St-Germain de Grantham, district d'Arthabaska, demandeur; vs DAME YVONNE MONDOR, des cité et district de Montréal, défenderesse.

Comme appartenant au demandeur;

1. Un morceau de terre de deux cent quatorze pieds de largeur par deux arpents et quart de profondeur, plus ou moins, borné à un bout par le terrain ci-dessus décrit, en profondeur et au sud-ouest par Joseph Lauzon et du côté nord-est par la route du dixième rang, lequel morceau de terre fait partie du numéro mille cinquante quatre des Plan et livre de renvoi officiels du Canton de Grantham. (Pt. 1054).

2. Un emplacement sis et situé dans la paroisse de St-Germain de Grantham, de la contenance de cent trente trois pieds de largeur par cent trente cinq pieds de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure lequel emplacement est connu et désigné aux Plan et livre de renvoi officiels du Canton de Grantham, comme faisant partie du lot N° mille cinquante quatre (Pt. 1054) borné comme suit: en front par le chemin public en profondeur et d'un côté par Alexis Antaya, de l'autre côté par le vendeur (Joseph Lauzon).

3. Un emplacement sis et situé dans la paroisse de St-Germain de Grantham, mesurant quatre perches et demie de largeur sur sept perches et demie de profondeur le long de la route du dixième rang, borné en front par le chemin de St-Hyacinthe, en profondeur par le terrain ci-dessus décrit, (c'est-à-dire le terrain ci-dessus en premier lieu désigné) du côté sud-ouest par Joseph Lauzon et du côté nord-est par la route, connue et désignée aux Plan et livre de renvoi officiels

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris.
Superior Court.—District of Athabaska.

Montreal, to wit: { ALEXIS ANTAYA, No. 204298 } National Defense employee residing at St-Germain de Grantham, district of Arthabaska, plaintiff; vs DAME YVONNE MONDOR, of the city and district of Montreal, defendant.

As belonging to the plaintiff:

1. A parcel of land measuring two hundred and fourteen feet in width by two arpents and one quarter in depth, more or less, bounded at one end by the lot of land above described, in depth, and on the South-West by Joseph Lauzon and on the North-East side by the road of the tenth Range, the said parcel of land forms a part of number one thousand and fifty four of the official plan and book of reference of the Township Grantham. (Pt. 1054).

2. An emplacement lying and situate in the parish of St-Germain de Grantham, measuring one hundred and thirty-three feet in width by one hundred and thirty-five feet in depth, more or less, without warranty as to measurement, the said emplacement is known and designated on the official plan and in the book of reference of the Township Grantham, as forming a part of lot number one thousand and fifty-four (Pt. 1054); bounded as follows: in front by the public road, in depth and on one side by Alexis Antaya, on the other side by the vendor (Joseph Lauzon).

3. An emplacement lying and situate in the parish of St-Germain de Grantham, measuring four perches and one half in width by seven perches and one half in depth along the road of the Tenth Range, bounded in front by the St-Hyacinthe Road, in depth by the lot of land hereinafter described, (that is to say the lot of land above firstly described) on the South-West side by Joseph Lauzon and on the North-East side by the highway, known and designated on

du Canton de Grantham sous le N° mille cinquante cinq (N° 1055).

Avec toutes les bâtisses érigées sur les susdits terrains.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Germain de Grantham, comté de Drummond, le QUINZIÈME jour de SEPTEMBRE 1942, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, 12 août 1942. 1797—33-2-o
[Première publication, 15 août 1942]

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris.

La Cité de St-Jean.—District d'Iberville.
Saint-Jean, à savoir: { LA CITÉ DE SAINT-
N° 105. } JEAN, corps politique

et incorporé ayant son siège d'affaires dans la Cité de Saint-Jean, district d'Iberville, demanderesse; vs MADAME L.-P. JODOUIN, de la ville de Longueuil, district de Montréal, saisie.

Un emplacement situé en la cité de Saint-Jean, P.Q., de la contenance de cinquante-cinq pieds par cent quarante-quatre pieds, faisant partie du lot numéro cinq cent quarante-deux du cadastre officiel de la ville de Saint-Jean, P.Q., et borné à l'est par la rue Mercier, au sud par la rue Gouin, à l'ouest par le lot numéro 543 et au nord par le résidu dudit lot numéro 542, avec les bâtisses y érigées.

Cet emplacement étant vendu pour taxes est sujet à retrait avant l'expiration des délais légaux.

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice, en la cité de Saint-Jean, le SIXIÈME jour d'OCTOBRE, prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, ADÉLARD FORGET.
Saint-Jean, le 1er septembre 1942. 1949-36-2-o
[Première publication, le 5 septembre 1942]

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris.

Dans la Cour Supérieure.

Canada, { J. P. LÉTOUR-
Province de Québec, } NEAU, de St-
District de Montmagny. } Paul, comté de Mont-
N° 3989 } magny, Demandeur;
vs FRANÇOIS CARON, autrefois de Ste-Perpétue, maintenant de St-Damase, comté de l'Islet, Défendeur.

Un terrain ou emplacement situé sur le haut du deuxième rang de St-Aubert, ayant huit (8) pagées de largeur, sur un demi-arpent (½) de longueur, borné nord et est à Moïse Ouellet, fils, ou représentants, à l'ouest à Thaddée Caron ou représentants, au sud au chemin public avec bâtisses.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de St-Damase, comté de l'Islet, MARDI, le SIX OCTOBRE 1942, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
Bureau du Shérif, AIME CARON.
Montmagny, 1er septembre 1942. 1950-36-2-o
[Première publication, 5 septembre 1942]

MONTREAL

Fieri Facias De Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal
Montréal, à savoir: { DAME MAUD LUVIA
N° 204704 } BREWSTER, veuve
de Harry Martin Levenson-Gower, demanderes-

the official plan and in the book of reference for the Township Grantham under number one thousand and fifty-five (No. 1055).

With all the buildings erected on the aforesaid lots of land.

To be sold at the parochial church door of St-Germain de Grantham, county of Drummond, the FIFTEENTH day of the month of SEPTEMBER, 1942, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MAHEU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, August 12th, 1942. 1797—33-2-o
[First publication, August 15th, 1942]

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris.

La Cité de Saint-Jean.—District of Iberville.
Saint-Jean, to wit: { LA CITÉ DE SAINT-
No. 105 } JEAN, a political and

incorporated body having his business office in the City of Saint-Jean, district of Iberville, plaintiff; vs MADAME L. P. JODOUIN, of the town of Longueuil, district of Montreal, seized.

An emplacement situated in the City of Saint-Jean, P.Q., of an area of fifty-five feet by one hundred and forty-four feet, being part of lot number five hundred and forty-two of the official cadastre for the town of Saint-Jean, P.Q., and bounded to the east by Mercier street, to the south by Gouin street, to the west by the lot number 543 and to the north by the rest of said lot number 542, with buildings upon erected.

This emplacement being sold for taxes is subject to be repurchase before the expiration of legal delay.

To be sold at my office, in the Court House, in the city of Saint-Jean on the SIXTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADÉLARD FORGET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-Jean, September the 1st, 1942. 1949-36-2-o
[First publication, September 5th, 1942]

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris.

In the Superior Court.

Canada, { J. P. LÉTOUR-
Province of Quebec, } NEAU, of St-
District of Montmagny. } Paul, county of Mont-
No. 3989 } magny, Plaintiff; vs
FRANÇOIS CARON, formerly of Ste-Perpétue, and now of St-Damase, county of l'Islet, Defendant.

A land or an emplacement situate at St-Aubert, upper second range, having eight "pagées" in the width, on one-half arpent in the depth, bounded north and east to Moïse Ouellet, son, or representatives, on the west to Thaddée Caron or representatives, on the south to public road, with buildings.

To be sold at the parochial church door of St-Damase, county of l'Islet, TUESDAY, the SIXTH day of OCTOBER 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ CARON,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Montmagny, September 1st, 1942. 1950-36-2-o
[First publication, September 5th, 1942]

MONTREAL

Fieri Facias De Terris

Superior Court.—District of Montreal
Montreal, to wit: { DAME MAUD LUVIA
No. 204704 } BREWSTER, widow
of the late Harry Martin Levenson-Gower, plain-

se; contre DAME LOUISE ESTELLE CLARK-SON, veuve de Edwin J. Cox, défenderesse.

"Un emplacement situé en la cité de Montréal (autrefois la municipalité de Côte des Neiges) dans le district de Montréal, ayant front sur l'avenue Highland, mesurant cinquante pieds de largeur en front et trente-cinq pieds de largeur en arrière, sur une profondeur de quatre-vingt-deux pieds sur la ligne de côté sud-est, et composé des lots de subdivision numéros quarante-quatre et soixante et un, du lot numéro cent soixante-six, aux plan et livre de renvoi officiels du village de Côte des Neiges (166-44 et 61), borné comme suit: en front par l'avenue Highland, en arrière par une ruelle en commun, d'un côté au sud-est par les lots de subdivision numéros quarante-cinq et soixante, dudit lot numéro cent soixante-six, et de l'autre côté au nord-ouest par le lot numéro cent soixante-cinq.

Avec le droit de passage, dans ladite ruelle située en arrière, en commun avec d'autres y ayant droit.

Avec ledit cottage dessus érigé portant le numéro civique 4105 (autrefois 25) avenue Highland.

Avec tous et chacun des droits, membres et dépendances s'y rapportant, sans aucune exception ou réserve."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUIT SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$650 sera exigé de tout offrant et enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Forest, en date du 2 décembre 1941.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, le 10 août 1942. L. P. CAISSE.
1794-33-2
[Première publication, 15 août 1942]

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { THE ROYAL TRUST
N° 210960 { COMPANY & al,
demanderesse, es-qual; vs J.-PAUL VERMETTE,
défendeur, es-qual; & PAUL LANGLOIS et
al, Mis-en-cause; & HAROLD H. WILLIAMSON,
curateur au délaissement.

Comme appartenant au défendeur, es-qual, mais présentement en la possession dudit curateur au délaissement.

"Ce certain emplacement ayant front sur l'avenue Clarke, en la cité de Westmount, étant la partie sud-est du lot de terre connu et désigné comme étant le numéro trois cent dix-neuf aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, ladite partie comprenant vingt pieds en largeur par une profondeur de cent vingt pieds, mesure anglaise et plus ou moins et ladite partie étant bornée comme suit: au sud-ouest par l'avenue Clarke, à l'arrière au nord-est partie par le lot officiel numéro trois cent dix-sept et partie par la subdivision un du lot officiel trois cent dix-huit, d'un côté au nord-ouest par une autre portion dudit lot officiel numéro trois cent dix-neuf et de l'autre côté au sud-est par la subdivision numéro un du lot officiel numéro trois cent quinze.

Avec la maison d'habitation dessus érigée portant le numéro civique quatre cent soixante-sept de ladite avenue Clarke, dont le mur de pignon du côté nord-ouest est mitoyen aux lieux adjacents."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUIT OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

tiff; vs DAME LOUISE ESTELLE CLARK-SON, widow of the late Edwin J. Cox, defendant.

"An emplacement situate in the City of Montreal (formerly the Municipality of Cote des Neiges) in the district of Montreal, fronting on Highland Avenue, measuring fifty feet in width in front and thirty-five in width in rear, by a depth of eighty-two feet on the South-east side line, and composed of subdivision lots numbers forty-four and sixty-one, of lot number one hundred and sixty-six, on the Official Plan and Book of Reference of the Village of Cote des Neiges (166-44 and 61), bounded as follows:—in front by Highland Avenue, in rear by a lane in common on one side to the South-east by subdivision lots numbers forty-five and sixty, of said lot number one hundred and sixty-six, and on the other side to the North-west by lot number one hundred and sixty-five.

With the right of passage in said lane situate in rear in common with others having rights therein.

With the self-contained cottage bearing the civic No. 4105 (formerly 25) Highland Avenue aforesaid thereon erected.

With all and every the rights, members and appurtenances thereunto belonging without exception or reserve of any kind."

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$650, shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Forest, dated December 2nd. 1941.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montreal, August 10th, 1942. Sheriff.
1794-33-2-o
[First publication, August 15th 1942]

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { THE ROYAL TRUST
No. 210960 { COMPANY & al,
plaintiff, es-qual; vs J. PAUL VERMETTE,
defendant, es-qual; & PAUL LANGLOIS et al,
Mis-en-cause; & HAROLD H. WILLIAMSON,
Curator to the surrender.

As belonging to the defendant es-qual, but now in the hands of the said curator to the surrender.

"That certain emplacement fronting on Clarke Avenue in the City of Westmount, being the South-easterly portion of the lot of land known and designated as number three hundred and nineteen on the Official Plan and in the Book of Reference of the Municipality of the Parish of Montreal, containing, said portion twenty feet in width by a depth of one hundred and twenty feet, English Measure and more or less and bounded said portion as follows:—to the South-West by Clarke Avenue, in the rear to the North-east partly by official lot number three hundred and seventeen and partly by subdivision one of official lot three hundred and eighteen, on one side to the North-West by another portion of said official lot number three hundred and nineteen, and on the other side to the South-east by Subdivision Number One of Official lot number Three hundred and fifteen.

With the dwelling house thereon erected bearing the civic number four hundred and sixty-seven, in said Clarke Avenue, whereof the gable wall on the North-west side is mitoyen with the adjoining premises."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Un dépôt de \$770 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'honorable juge Savard en date du 26 août 1942.

A deposit of \$770 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of the Hon. Justice Savard, dated the 26th of August 1942.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, le 2 septembre 1942. L.-P. CAISSE.
[Première publication, le 5 septembre 1942] 1967-36-2

Sheriff's Office, L. P. CAISSE, Sheriff.
Montreal, September 2, 1942. 1967-36-2-o
[First publication, September 5th 1942]

NICOLET

Fieri Facias de Terris.

Cour Supérieure.—District of Nicolet.

Province of Québec, } ATTENDU que JO-
N° 1434. } SEPH DUPUIS,
courrier rural, domicilié à Ste-Eulalie, district
de Nicolet, agissant aux présentes en sa qualité
de curateur à la personne et aux biens de Walter
Dupuis, interdit, domicilié à l'Hôtel-Dieu de
Nicolet, district de Nicolet, Demandeur; vs
ALFRED BELLEFEUILLE, Défendeur; &
JEAN-JACQUES ST-PIERRE, Curateur au
délaissement.

Une terre située à St-Samuel, dans le quinzième
rang du canton d'Aston, de quatre arpents de
large à son fronteau sud, et environ cinq arpents
de large, au fronteau nord, entre Rodolphe Godin,
au nord-est, et Félix Beaudoin au sud-ouest; et
connue et désignée comme étant la juste et égale
moitié sud-ouest du lot numéro cent seize (1/2 S.-
O. 116) du cadastre officiel du comté de Nicolet,
pour la paroisse de Ste-Eulalie, avec bâtisses
dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale
de St-Samuel, district de Nicolet, MARDI,
le QUINZIÈME jour du mois de SEPTEMBRE,
1942, à DIX heures de l'avant-midi, heure avan-
cée.

Bureau du shérif, Le shérif,
Nicolet, 12 août 1942. J.-H. ROUSSEAU.
[Première publication, 15 août 1942] 1799-33-2-o

NICOLET

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Nicolet.

Province of Québec, } WHEREAS, JOSEPH
No. 1434. } DUPUIS, rural
postman, domiciled at Ste-Eulalie, district of
Nicolet, hereby acting in his quality of Curator
to the person and property of Walter Dupuis,
interdicted domiciled at "l'Hôtel-Dieu de Nico-
let", District of Nicolet, plaintiff; vs ALFRED
BELLEFEUILLE, defendant, and JEAN JAC-
QUES ST-PIERRE, Curator to the abandon-
ment.

A farm situate at St-Samuel, in the fifteenth
Range of the Township of Aston, measuring four
arpents in width on its Southern fronteau and
about five arpents in width on the Northern
fronteau, between Rodolphe Godin on the
Northeast and Félix Beaudoin on the Southwest,
and known and designated as being the exact
and equal Southwest half of lot number one
hundred and sixteen (S.W. 1/2 116), on the official
cadastre of the County of Nicolet, for the parish
of Ste-Eulalie—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of
St-Samuel, District of Nicolet, on TUESDAY,
the FIFTEENTH day of the month of SEP-
TEMBER, 1942, at TEN o'clock in the forenoon,
Daylight Saving Time.

Sheriff's Office, J. H. ROUSSEAU, Sheriff.
Nicolet, August 12th, 1942. 1799-33-2
[First publication, August 15th, 1942]

QUÉBEC

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
N° 2060-40 } contre VALEDA ST-
PIERRE, épouse séparée de biens de Joseph E.
Lévesque, tous deux de notre Cité de Québec,
dans notre district de Québec, et le dit JOSEPH
E. LÉVESQUE, mis-en-cause, pour autoriser
sa dite épouse, à savoir:

La subdivision 93 (quatre-vingt-treize) du lot
N° 21 (vingt et un) du cadastre officiel pour la
paroisse Notre-Dame de Québec, banlieue, main-
tenant quartier Montcalm, de la Cité de Québec,
étant un lot vacant situé sur la rue Adolphe, cir-
constances et dépendances.—

Pour être vendue à mon bureau, en la Cité de
Québec, le VINGT-CINQUIÈME jour de SEP-
TEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le député shérif,
Québec, ce 19 août 1942. JOS.-ALBERT DÉLAGE.
[Première publication, 22 août 1942] 1846-34-2-o
[Deuxième publication, 5 septembre 1942]

TERREBONNE

Cour Supérieure

Canada, } HENRI RENAUD,
Province of Québec, } courtier en assu-
District of Terrebonne, } rances, résidant à Le-
N° 7648 } sage, district of Terre-
bonne, demandeur; vs ALBERT BIGRAS, des

QUÉBEC

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUÉBEC;
No. 2060-40 } against VALEDA ST.
PIERRE, wife separate as to property of Joseph
E. Lévesque, both of Our City of Québec, in
Our District of Québec, and said JOSEPH E.
LÉVESQUE, mis-en-cause, to authorize his
said wife, to wit:

Subdivision 93 (ninety-three) of lot number 21
(twenty-one) on the official cadastre for the
Parish of Notre-Dame de Québec, banlieue, now
Montcalm ward of the City of Québec, being a
vacant lot situate on Adolphe street—circum-
stances and dependencies.

To be sold at my office in the City of Québec,
on the TWENTY-FIFTH day of SEPTEMBER
next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, JOS. ALBERT DÉLAGE, Deputy Sheriff.
Quebec, August 19th, 1942. 1846-34-2
[First publication, August 22nd, 1942]
[Second publication, September 5th, 1942]

TERREBONNE

Superior Court

Canada, } HENRI RENAUD,
Province of Québec, } Insurance broker,
District of Terrebonne, } resident at Lesage, dis-
N° 7648 } trict of Terrebonne,
demandant; vs ALBERT BIGRAS, from the

city et district de Montréal, défendeur; et GUILLAUME WILSEY, Curateur au délaissement.

City and District of Montreal, defendant; and GUILLAUME WILSEY, Curateur au délaissement.

Un emplacement contenant cinquante pieds de largeur, mesure anglaise, par toute la profondeur qu'il y a du chemin du Roi à la clôture du Canadian Pacific Railway (C.P.R.) connu aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, comme étant partie du lot numéro quarante-deux (ptie 42) dans le onzième rang du Canton Morin, borné à un bout par le chemin du Roi, à l'autre bout par la clôture du C.P.R. et des deux côtés par la propriété de Nathan Deskin ou représentants faisant aussi partie du dit lot numéro quarante-deux, avec les bâtisses y érigées, la ligne sud-est de l'immeuble présentement décrit se trouve à trente pieds de la propriété de S. Goodman.

An emplacement containing fifty feet in width, English measure, by the depth there is between the King's Highway and the fence of the C.P.R. known on the official Plan and Book of Reference of the Parish of Sainte Agathe des Monts as forming part of the lot number forty-two (P. 42) in the Eleventh Range of the Township Morin bounded at one end by the King's Highway; at the other end by the fence of the C.P.R.; and on both sides by the property of Nathan Deskin or representatives, forming also part of the said lot No. 42, with buildings thereon erected; the southeast side line of the property presently sold being at thirty feet from the property of Mr. S. Doodman.

Pour être vendu à la porte de l'Église paroissiale de Sainte-Agathe des Monts, LUNDI le CINQ OCTOBRE 1942 à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

To be sold at the parochial church door at Sainte Agathe des Monts, MONDAY the FIFTH day of OCTOBER 1942 at TWO o'clock in the afternoon (daylight saving time).

Le shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT FOURNELLE.
St-Jérôme, le 2 septembre 1942. 1956-36-2-o
[Première publication, le 5 septembre 1942]

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff
St-Jérôme, September 2nd, 1942. 1956-36-2-o
[First publication, September 5th, 1942]

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 1459

No. 1459

Québec, le 13 juin 1941.

Quebec June 13, 1941.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant la Loi des produits agricoles, (statuts refondus de 1925, chapitre 68B, tel qu'édicte par la Loi 25-26, George V, chapitre 30), et la désignation des produits qui lui ont donné lieu.

Respecting the Agricultural Products Act (Revised Statutes of 1925, chapter 68B, as enacted by the Act 25-26, George V, chapter 30), and the designation of the products to which it applies.

Attendu que le paragraphe 1^o de l'article 3 de la Loi des produits agricoles décrète qu'il est loisible au Lieutenant-gouverneur en conseil de désigner les produits agricoles qui donnent lieu à l'application de ladite loi;

Whereas paragraph 1 of section 3 of the Agricultural Products Act enacts that the Lieutenant-Governor in Council may designate the agricultural products which shall come within the application of this Act;

Attendu qu'il y a lieu de décréter que la laine constitue un produit agricole donnant lieu à l'application de ladite loi;

Whereas it is expedient to enact that wool constitutes an agricultural product and therefore comes within the application of the said Act;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre de l'agriculture, conformément aux dispositions du paragraphe 1^o de l'article 3 de la Loi des produits agricoles, qu'il soit décrété que la laine constitue un produit agricole donnant lieu à l'application de ladite loi;

It is consequently ordained, upon the recommendation of the Honourable Minister of Agriculture, pursuant to the provisions of paragraph 1 of section 3 of the Agricultural Products Act, that it be enacted that wool shall constitute an agricultural product and therefore shall come within the application of the said Act;

Le présent arrêté ministériel entrera en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

The present Order in Council shall come into force on and from its publication in the *Quebec Official Gazette*.

A. MORISSET,
1966-o Greffier du Conseil Exécutif.

A. MORISSET,
1966 Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

N^o 1531

No. 1531

Québec, le 2 juillet 1942.

Quebec, July 2, 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Concernant l'administration d'une taxe de vente en détail dans la cité des Trois-Rivières.

Concerning the administration of a retail sales tax in the City of Trois-Rivières.

Attendu que, la Province, en vertu du chapitre 14, 4 George VI (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 88), a décrété une Loi intitulée "Loi de l'impôt sur la vente en détail", en vertu de laquelle une taxe est imposée aux consommateurs et usagers de la Province;

Attendu que la cité des Trois-Rivières a une taxe semblable sur les ventes faites dans le territoire décrit dans l'article 2, chapitre 76, 6 George VI;

Attendu que la taxe de vente de la cité des Trois-Rivières a été en vigueur depuis le 1er juin 1942;

Attendu qu'en vue de l'administration économique des deux dites lois de la taxe de vente, il a été convenu par les représentants des deux gouvernements de la Province et de la cité des Trois-Rivières que l'administration des deux lois soit confiée au trésorier de la Province;

Attendu que l'administration des deux dites lois par un organisme au lieu de deux éliminera les conflits d'interprétation et évitera au contribuable la duplication des rapports, remises et inspections;

Attendu que le gouvernement de la province de Québec, désire réduire au minimum les frais de toute administration gouvernementale;

Attendu que la cité des Trois-Rivières, par ses représentants, a exprimé son consentement à ce que la province de Québec administre la taxe de vente de la cité des Trois-Rivières et de certaines municipalités décrites dans l'article 2, chapitre 76, 6 George VI;

En conséquence, sur proposition de l'honorable trésorier de la Province, il est ordonné, en vertu de l'autorité de l'article 28, chapitre 88, statuts refondus de Québec, 1941, que le trésorier de la Province soit autorisé à signer la formule de convention entre le gouvernement de la province de Québec et la cité des Trois-Rivières, le tout relatif à l'administration du règlement de ladite Cité décrété en vertu du chapitre 76, 6 George VI, et entrant en vigueur le 1er juin 1942.

(Signé) A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

Whereas, the Province, by Chapter 14, 4 George VI (Revised Statutes of Quebec, 1941, Chapter 88), has enacted a law entitled "Retail Sales Tax Act", under and by virtue of which a tax is imposed upon consumers and users of the Province;

Whereas the City of Trois-Rivières has a similar tax on sales made within the area described in Section 2, Chapter 76, 6 George VI;

Whereas the sales tax of the City of Trois-Rivières has been in force since the 1st of June, 1942;

Whereas, with a view to economical administration of the two said sales tax laws, it has been agreed by the representatives of the Governments of both the Province and the City of Trois-Rivières, that the administration of both laws be assigned to the Provincial Treasurer;

Whereas the administration of the two said laws by one body instead of two will also do away with conflicts of interpretations and avoid to the taxpayer duplication of returns, remittances and inspections;

Whereas the Government of the Province is desirous of minimizing costs of all government administration;

Whereas the City of Trois-Rivières, through its representatives, has expressed a willingness to have the Province of Quebec administer the sales tax of the City of Trois-Rivières and of certain municipalities described in Section 2, Chapter 76, 6 George VI;

Wherefore, upon the recommendation of the Honourable the Treasurer of the Province, it is ordered, under the authority of Section 28, Chapter 88, Revised Statutes of Quebec, 1941, that the Treasurer of the Province be authorized to sign the draft of agreement between the Government of the Province of Quebec and the City of Trois-Rivières, the whole respecting the administration of the By-Law of the said City enacted in virtue of Chapter 76, 6 George VI, and with effect from the 1st of June, 1942.

(Signed) A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

CONVENTION entre le gouvernement de la Province de Québec et la Cité des Trois-Rivières, relativement à la perception de la taxe de vente imposée par la Cité des Trois-Rivières.

Attendu que le Gouvernement de la Province de Québec et la cité des Trois-Rivières prélèvent des taxes de vente similaires de 2% sur les ventes en détail effectuées dans le territoire décrit à l'article 2 du chapitre 76 de la Loi 6 Geo. VI;

Attendu qu'en vertu de l'article 28, chapitre 88 des Statuts Refondus de Québec, 1941, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut autoriser le Trésorier de la Province à faire des conventions avec toute corporation municipale pour percevoir pour le compte de cette corporation municipale toute taxe de vente imposée par elle;

Attendu qu'il serait avantageux que ces taxes soient prélevées et perçues par un même organisme, et ce pour maintes raisons, entr'autres:

1. Éviter la duplication des dépenses d'administration par les deux gouvernements concernés;

2. Éviter les conflits d'interprétation;

3. Éviter des dépenses et du travail additionnel considérables aux agents percepteurs (vendeurs) notamment la tenue de deux comptabilités séparées, la production périodique de deux rapports et la vérification de leurs livres et documents par deux organisations distinctes;

AGREEMENT between the Government of the Province of Quebec and the City of Trois-Rivières, respecting the collection of the sales tax imposed by the City of Trois-Rivières.

Whereas the Government of the Province of Quebec and the City of Trois-Rivières levy a similar 2% tax on retail sales made in the territory described in section 2 of chapter 76 of the Act 6 Geo. VI;

Whereas in virtue of article 28, chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the Lieutenant-Governor in Council may authorize the Provincial Treasurer to effect agreements with any municipal corporation for the purpose of collecting on behalf of such municipal corporation any sales tax imposed by it;

Whereas it is expedient that these taxes be levied and collected by one and the same body, and this for many reasons, amongst others:

1. To avoid duplicating expenses of administration by the two governments concerned;

2. To avoid conflicts of interpretation;

3. To avoid additional considerable expenses and work for the agents collectors (vendors), mainly the keeping of two separate sets of books, the making of two periodic returns and the auditing of their books and documents by two distinct organizations;

Attendu que l'objet des présentes conventions est de confier au Gouvernement provincial la perception de la taxe municipale sur les ventes en détail dans le territoire assujéti de la cité des Trois-Rivières;

IL EST CONVENU QUE:

1. A compter du 1er juin 1942, la perception de la taxe de vente municipale prélevée dans les municipalités du territoire décrit à l'article 2 du chapitre 76 de la Loi 6 Geo. VI, sera faite par le Contrôleur du Revenu de la Province de Québec, simultanément avec la taxe de vente provinciale;

2. A compter du 1er juin 1942, les deux taxes sont totalisées et il est perçu dans le territoire assujéti une taxe de vente de 4%, les deux parties partageant également dans la perception de cette taxe dans tous les cas où la taxe est de 4%, c'est-à-dire dans tous les cas où les deux taxes sont exigibles et perçues;

3. La Province devra faire remise comme suit de la taxe perçue pour le compte de la cité le 10 de chaque mois, pour la taxe perçue entre le 16 et le dernier du mois précédent, et le 25, pour la taxe perçue entre le 1er et le 15 du mois courant;

4. La Province retiendra sur la remise périodique faite à la cité des Trois-Rivières une commission de 3% pour se rembourser de ses frais de perception, avec un minimum de \$5,000.00 par année, à compter du 1er juin 1942;

5. La cité des Trois-Rivières payera à la Province sa proportion des dépenses légales encourues par cette dernière pour la perception de la taxe de vente dans le territoire assujéti;

6. Il pourra être mis fin aux présentes conventions sur pré-avis de six (6) mois donné par l'une ou l'autre des parties.

En présence de:

(Signé) J. H. BIELER.

(Signé) J. ARTHUR MATHEWSON,
Trésorier de la Province.

En présence de:

(Signé) JACQUES DENECHAUD,
Trésorier de la Cité.

(Initialé) R. G.

Québec, ce 15 juin 1942.

1961

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

N° 1530

Québec, le 2 juillet 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant l'administration d'un règlement de la ville de St-Joseph d'Alma, relatif à une taxe de vente en détail dans cette localité.

Attendu que, la Province, en vertu du chapitre 14, 4 George VI (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 88), a décrété une Loi intitulée "Loi de l'impôt sur la vente en détail", en vertu de laquelle une taxe est imposée aux consommateurs et usagers de la Province;

Attendu que la ville de St-Joseph d'Alma a une taxe semblable sur les ventes faites dans le territoire décrit dans l'article 1, chapitre 85, 6 George VI;

Attendu que la taxe de vente de la ville de St-Joseph d'Alma sera en vigueur le 1er juillet 1942;

Whereas the object of the present agreement is to confide to the Provincial Government the collection of the municipal tax on retail sales in the territory subject to the City of Trois-Rivières;

IT IS AGREED THAT:

1. From and after the 1st of June, 1942, the collection of the municipal sales tax levied in the municipalities of the territory described in section 2 of chapter 76 of the Act 6 Geo. VI, shall be effected by the Comptroller of Revenue of the Province of Quebec, simultaneously with the Provincial Sales Tax;

2. From and after the 1st of June, 1942, the two taxes shall be combined and there shall be collected in the territory affected, a 4% sales tax, the two parties sharing equally in the collection of the said tax in all cases where the tax is 4%, that is to say, in all cases where the two taxes are exigible and collected;

3. The Province shall make returns as follows of the tax collected on behalf of the City: on the 10th of each month for the tax collected between the 16th and the last of the preceding month, and on the 25th for the tax collected between the 1st and the 15th of the current month;

4. The Province shall retain out of the periodic remittance made to the City of Trois-Rivières, a commission of 3% in reimbursement of costs of collection, with a minimum of \$5,000 a year, on and from the 1st of June, 1942;

5. The City of Trois-Rivières shall pay to the Province its proportion of legal expenses incurred by the latter for the collection of the sales tax in the territory affected;

6. The present agreement may be cancelled only upon a previous six (6) months' notice given by one or the other of the parties hereto.

In the presence of:

(Signed) J. H. BIELER,

(Signed) J. ARTHUR MATHEWSON,
Provincial Treasurer.

In the presence of:

(Signed) JACQUES DENECHAUD,
City Treasurer.

(Initialled) R. G.

Quebec, June 15, 1942.

1961

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

No. 1530

Quebec, July 2, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning the administration of a by-law of the Town of St. Joseph d'Alma, respecting a retail sales tax in that locality.

Whereas the Province, by Chapter 14, 4 George VI, (Revised Statutes of Quebec, 1941, Chapter 88), has enacted a law entitled "Retail Sales Tax Act", under and by virtue of which a tax is imposed upon consumers and users of the Province;

Whereas the Town of St. Joseph d'Alma has a similar tax on sales made within the area described in Section 1, Chapter 85, 6 George VI;

Whereas the sales tax of the Town of St. Joseph d'Alma will be in force on the 1st of July, 1942;

Attendu qu'en vue de l'administration économique des deux dites Lois de la taxe de vente, il a été convenu par les représentants des deux gouvernements de la Province et de la ville de St-Joseph d'Alma, que l'administration des deux Lois soit confiée au trésorier de la Province;

Attendu que l'administration des deux dites Lois par un organisme au lieu de deux éliminera les conflits d'interprétation et évitera au contribuable la duplication des rapports, remises et inspections;

Attendu que le gouvernement de la province de Québec désire réduire au minimum les frais de toute administration gouvernementale;

Attendu que la ville de St-Joseph d'Alma, par ses représentants, a exprimé son consentement à ce que la province de Québec administre la taxe de vente de la ville et de la paroisse de St-Joseph d'Alma, tel que décrit dans l'article 1, chapitre 85, 6 George VI;

En conséquence, sur proposition de l'honorable trésorier de la Province, il est ordonné, en vertu de l'autorité de l'article 28, chapitre 88, statuts refondus de Québec, 1941, que le trésorier de la Province soit autorisé à signer la formule de convention entre le gouvernement de la province de Québec et la ville de St-Joseph d'Alma, le tout relatif à l'administration du règlement de ladite ville décrété en vertu du chapitre 85, 6 George VI, et entrant en vigueur le 1er juillet 1942.

(Signé): A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

CONVENTION entre le Gouvernement de la Province de Québec et la Ville de Saint-Joseph d'Alma, relativement à la perception de la taxe de vente imposée par la ville de Saint-Joseph d'Alma.

Attendu que le Gouvernement de la Province de Québec et la ville de Saint-Joseph d'Alma prélèvent des taxes de vente similaires de 2% sur les ventes en détail effectuées dans le territoire décrit à l'article 1 du chapitre 85 de la Loi 6 Geo. VI;

Attendu qu'en vertu de l'article 28, chapitre 88 des Statuts Refondus de Québec, 1941, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut autoriser le Trésorier de la Province à faire des conventions avec toute corporation municipale pour percevoir pour le compte de cette corporation municipale toute taxe de vente imposée par elle;

Attendu qu'il serait avantageux que ces taxes soient prélevées et perçues par un même organisme, et ce pour maintes raisons, entr'autres:

1. Éviter la duplication des dépenses d'administration par les deux gouvernements concernés;
2. Éviter les conflits d'interprétation;
3. Éviter des dépenses et du travail additionnel considérables aux agents percepteurs (vendeurs), notamment la tenue de deux comptabilités séparées, la production périodique de deux rapports et la vérification de leurs livres et documents par deux organisations distinctes;

Attendu que l'objet des présentes conventions est de confier au Gouvernement Provincial la perception de la taxe municipale sur les ventes en détail dans le territoire assujéti de la ville de Saint-Joseph d'Alma;

IL EST CONVENU QUE:

1. A compter du 1er juillet 1942, la perception de la taxe de vente municipale prélevée dans les municipalités du territoire décrit à l'article 1 du chapitre 85 de la Loi 6 Geo. VI, sera faite par le Contrôleur du Revenu de la Province de Québec;

Whereas, with a view to economical administration of the two said tax laws, it has been agreed by the representatives of the governments of both the Province and the Town of St. Joseph d'Alma, that the administration of both laws be assigned to the Provincial Treasurer;

Whereas the administration of the two said laws by one body instead of two will also do away with conflicts of interpretations and avoid to the taxpayer duplication of returns, remittances and inspections;

Whereas the Government of the Province is desirous of minimizing costs of all government administration;

Whereas the Town of St. Joseph d'Alma, through its representatives, has expressed willingness to have the Province of Quebec administer the sales tax of the Town and Parish of St. Joseph d'Alma, as described in Section 1, Chapter 85, 6 George VI;

Wherefore, upon the recommendation of the Honourable the Treasurer of the Province, it is ordered, under authority of Section 28, Chapter 88, Revised Statutes of Quebec, 1941, that the Treasurer of the Province be authorized to sign the draft of agreement between the Government of the Province of Quebec and the Town of St. Joseph d'Alma, the whole respecting the administration of the by-law of the said Town enacted in virtue of Chapter 85, 6 George VI, and with effect from the 1st of July, 1942.

(Signed) A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

AGREEMENT between the Government of the Province of Quebec and the Town of Saint-Joseph d'Alma, — respecting the collection of the Sales Tax imposed by the Town of Saint-Joseph d'Alma.

Whereas the Government of the Province of Quebec and the Town of Saint-Joseph d'Alma levy a similar 2% Tax on retail sales made in the territory described in section 1 of chapter 85 of the Act 6 Geo. VI;

Whereas in virtue of section 28 of chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the Lieutenant-Governor in Council may authorize the Provincial Treasurer to effect agreements with any municipal corporation for the purpose of collecting on behalf of such municipal corporation any sales tax imposed by it;

Whereas it is expedient that these taxes be levied and collected by the same body, and this for many reasons, amongst others:

1. To avoid duplicating expenses of administration by the two governments concerned;
2. To avoid conflicts of interpretation;
3. To avoid additional and considerable expense and work for the agents collectors (vendors), mainly that of the keeping of two separate sets of books, the making of two periodic returns and the auditing of their books and documents by two distinct organizations;

Whereas the object of these present agreements is to confide to the Provincial Government the collection of the municipal tax on the retail sales in the territory subject to the Town of Saint-Joseph d'Alma;

IT IS AGREED THAT:

1. From and after the 1st of July, 1942, the collection of the municipal sales tax imposed in the municipalities of the territory described in section 1 of chapter 85 of the Act 6 Geo. VI, shall be made by the Comptroller of Revenue of the

bec, simultanément avec la taxe de vente provinciale;

2. A compter du 1er juillet 1942, les deux taxes sont totalisées et il est perçu dans le territoire assujéti une taxe de vente de 4%, les deux parties partageant également dans la perception de cette taxe dans tous les cas où la taxe est de 4%, c'est-à-dire dans tous les cas où les deux taxes sont exigibles et perçues;

3. La Province devra faire remise comme suit de la taxe perçue pour le compte de la ville: le 10 de chaque mois, pour la taxe perçue entre le 16 et le dernier du mois précédent, et le 25, pour la taxe perçue entre le 1er et le 15 du mois courant;

4. La Province retiendra sur la remise périodique faite à la ville de Saint-Joseph d'Alma une commission de 3% pour se rembourser de ses frais de perception, avec un minimum de \$2,000.00 par année, à compter du 1er juillet 1942;

5. La Ville de Saint-Joseph d'Alma payera à la Province sa proportion des dépenses légales encourues par cette dernière, pour la perception de la taxe de vente dans le territoire assujéti;

6. Il pourra être mis fin aux présentes conventions sur pré-avis de six (6) mois donné par l'une ou l'autre des parties.

En présence de:

(Signé) J.-H. BIELER,

(Signé) J.-ARTHUR MATHEWSON,
Trésorier de la Province.

En présence de:

(Signé) J.-E. CÔTÉ,

LA VILLE DE ST-JOSEPH D'ALMA,

par (Signé) JOS. COLLARD,
Maire de la Ville.

Québec, ce 15 juin 1942.

1960

COPIE du rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 10 septembre 1940 approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 11 septembre 1940.

Concernant une convention entre le gouvernement de la province de Québec et la cité de Québec, relative à l'administration de la loi de la taxe de vente de Québec.

N° 3296

L'Honorable Trésorier de la Province, dans un rapport en date du 10 septembre (1940), expose:

Que la province, en vertu du chapitre 14, 4 Geo. VI, a décrété une Loi intitulée "Loi de l'impôt sur la vente en détail", en vertu de laquelle une taxe est imposée aux consommateurs et usagers de la Province;

Que la cité de Québec a une taxe semblable sur les ventes faites dans le territoire décrit dans l'article 3, chapitre 74, 4 Geo. VI;

Que la taxe de vente de la cité de Québec a été en vigueur depuis le 1er juin 1940;

Qu'en vue de l'administration économique des deux dites lois de la taxe de vente, il a été convenu par les représentants des deux gouvernements de la Province et de la cité de Québec, que l'administration des deux soit confiée au Trésorier de la Province;

Que l'administration des deux dites lois par un organisme au lieu de deux éliminera les conflits d'interprétation et évitera au contribuable la duplication des rapports, remises et inspections;

Province of Quebec, simultaneously with the Provincial sales tax;

2. From and after the 1st of July, 1942, the two taxes shall be combined and there shall be collected in the territory affected, a 4% sales tax, the two parties sharing equally in the collection of the said tax in all cases where the tax is 4%, that is to say in all cases where the two taxes are exigible and collected;

3. The Province shall make returns in the following manner of the tax collected on behalf of the Town: the 10th of each month, for the tax collected between the 16th and the last of the preceding month, and the 25th, for the tax collected between the 1st and the 15th of the current month;

4. The Province shall retain out of the periodic returns made to the Town of Saint-Joseph d'Alma a commission of 3% in reimbursement of costs of collection, with a minimum of \$2,000.00 per annum, on and from the 1st of July, 1942;

5. The Town of Saint-Joseph d'Alma shall pay the Province its proportion of legal costs incurred by the latter, for the collection of the sales tax in the territory affected;

6. The present agreement may be cancelled only after a previous six months' notice being given by one or the other of the parties hereto.

In the presence of:

(Signed) J. H. BIELER,

(Signed) J. ARTHUR MATHEWSON,
Provincial Treasurer.

In the presence of:

(Signed) J. E. CÔTÉ,

THE TOWN OF ST-JOSEPH D'ALMA,

Per (Signed) JOS. COLLARD,
Mayor of the Town.

Quebec, this 15th June, 1942.

1960

COPY of the report of a committee of the Honourable Executive Council dated the 10th September, 1940, approved by the Lieutenant-Governor the 11th September, 1940.

Concerning an agreement between the Government of the Province of Quebec, and the City of Quebec, respecting the administration of the Quebec Retail Sales Tax.

No. 3296

The Honourable the Provincial Treasurer, in a report dated the 10th September (1940), sets forth:

That the Province by Chapter 14, 4 Geo. VI, has enacted a law entitled "Retail Sales Tax Act" under and by virtue of which a tax is imposed upon consumers and users of the Province;

That the City of Quebec has analogous tax on sales made within the area described in section 3, Chapter 74, 4 Geo. VI;

That the sales tax of the City of Quebec has been in force since the 1st of June 1940;

That with a view to economical administration of the two said sales tax laws, it has been agreed by the representatives of the governments of both the Province and the City of Quebec, that the administration of both laws be assigned to the Provincial Treasurer;

That the administration of the two said laws by one body instead of two will also do away with conflict of interpretations and avoid to the taxpayer duplication of returns, remittances and inspections;

Que le gouvernement de la province de Québec désire réduire au minimum les frais de toute administration gouvernementale;

Que la cité de Québec, par ses représentants, a exprimé son consentement à ce que la province de Québec administre la taxe de vente de la cité de Québec et de certaines municipalités décrites dans l'article 3, chapitre 74, 4 Geo. VI;

En conséquence, l'honorable trésorier de la Province recommande, agissant en vertu de l'autorité de l'article 28, chapitre 14, 4 Geo. VI, qu'il soit autorisé à signer la formule de convention y annexée entre le gouvernement de la province de Québec et la cité de Québec, le tout relatif à l'administration du règlement de ladite Cité décrété en vertu du chapitre 74, 4 Geo. VI, et entrant en vigueur le 1er juillet 1940.

Certifié

(Signé) A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

CONVENTION entre le Gouvernement de la Province de Québec et la cité de Québec relative-
ment à la Taxe de Vente provinciale et munici-
pale.

Attendu que le Gouvernement de la province de Québec et la cité de Québec prélèvent des taxes de vente similaires de 2% sur les ventes en détail effectuées dans le territoire décrit à l'article 3 du chapitre 74 de la loi 4 Geo. VI;

Attendu qu'en vertu de l'article 28, chapitre 14 de la loi 4 Geo. VI, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut autoriser le Trésorier de la province à faire des conventions avec toute corporation municipale pour percevoir pour le compte de cette corporation municipale toute taxe de vente imposée par elle;

Attendu qu'il serait avantageux que ces taxes soient prélevées et perçues par un même organisme pour maintes raisons, entr'autres:

1. Éviter la duplication des dépenses d'administration par les deux gouvernements concernés;
2. Éviter les conflits d'interprétation;
3. Éviter des dépenses et du travail additionnel considérables aux agents percepteurs (vendeurs), notamment la tenue de deux comptabilités séparées, la production périodique de deux rapports et la vérification de leurs livres et documents par deux organisations distinctes;

Attendu que l'objet des présentes conventions est de confier au Gouvernement Provincial la perception de la taxe municipale sur les ventes en détail dans le territoire assujéti;

IL EST CONVENU QUE:

1. A compter du 1er juillet 1940, la perception de la taxe de vente municipale et provinciale prélevée dans les municipalités du territoire décrit à l'article 3 du chapitre 74 de la loi 4 Geo. VI, sera effectuée par le Contrôleur du revenu de la province;

2. A compter du 1er juillet 1940, les deux taxes sont totalisées et il est perçu dans le territoire assujéti une taxe de vente de 4%, les deux parties partageant également dans la perception de cette taxe dans tous les cas où la taxe est de 4%, c'est-à-dire dans tous les cas où les deux taxes sont exigibles et perçues;

3. Aucune interprétation de nature à affecter la taxe de la cité de Québec et en conséquence les revenus en découlant ne pourra être donnée par le nouvel organisme, sans qu'au préalable le Trésorier de la Cité ait été mis au courant;

4. La Province devra faire remise comme suit de la taxe perçue pour le compte de la Cité: le 10

That the Government of the Province is desirous of minimizing costs of all government administration;

That the City of Quebec, through its representatives, has expressed a willingness to have the Province of Quebec administer the sales tax of the City of Quebec and of certain municipalities described in section 3, Chapter 74, 4 Geo. VI;

Therefore, the Provincial Treasurer recommends that acting under the authority of section 28, Chapter 14, 4 Geo. VI, he be authorized to sign the draft of agreement hereto appended between the Government of the Province of Quebec and the City of Quebec, the whole respecting the administration of the By-law of the said City enacted in virtue of Chapter 74, 4 Geo. VI, and with effect from the 1st of July 1940.

Certified

(Signed) A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

AGREEMENT between the Government of the Province of Quebec and the City of Quebec, respecting the Provincial and Municipal Sales Tax.

Whereas the Government of the Province of Quebec and the City of Quebec levy a similar 2% tax on retail sales made in the territory described, in section 3 of chapter 74 of the Act 4 Geo. VI;

Whereas in virtue of Section 28 of chapter 14 of the Act 4 Geo. VI, the Lieutenant-Governor in Council may authorize the Provincial Treasurer to effect agreements with any municipal corporation for the purpose of collecting on behalf of such municipality any sales tax imposed by it;

Whereas it is expedient that these taxes be levied and collected by the same organization, and this for many reasons, amongst others:

1. To avoid duplicating expenses of administration by the two governments concerned;
2. To avoid conflicts of interpretation;
3. To avoid additional considerable expenses and work for the agents collectors (vendors), mainly that of the keeping of two separate sets of books, the making of two periodic returns and the auditing of their books and documents by two distinct organizations;

Whereas the object of these present agreements is to confide to the Provincial Government the collection of the municipal tax on the retail sales in the territory affected by same;

IT IS AGREED:

1. From and after the 1st of July, 1940, the collection of the municipal and provincial sales tax levied in the municipalities of the territory described in section 3 of chapter 74 of the Act 4 Geo. VI, shall be made by the Provincial Comptroller of Revenue;

2. From and after the 1st of July, 1940, the two taxes shall be combined and there shall be collected in the territory affected a 4% sales tax, the two parties sharing equally in the collection of the said tax in all cases where the tax is 4%, that is to day in all cases where the two taxes are exigible and collected;

3. No interpretation which might affect the tax of the City of Quebec and in consequence the revenues derived therefrom can be given by the new body, without first notifying the City Treasurer to that effect;

4. The Province shall remit, as follows, the tax collected on behalf of the City: on the 10th of

de chaque mois, pour la taxe perçue entre le 15 et le dernier du mois précédent, et le 25, pour la taxe perçue entre le 1er et le 15 du mois courant;

5. La province retiendra sur la remise périodique à la Cité une proportion de $1\frac{3}{4}\%$ de la dite remise, pour se rembourser de ses frais de perception;

6. Le Gouvernement provincial s'engage à parachever le travail de vérification et de perception actuellement en cours et accompli par la division de la taxe de vente du service de la trésorerie de la Cité et devra faire remise des sommes ainsi perçues aux dates mentionnées au paragraphe 4 des présentes conventions. La province pourra retenir sur ses remises une proportion de $1\frac{3}{4}\%$ des dites remises pour se rembourser de ses frais de vérification et de perception.

7. La Cité se réserve le droit d'examiner et de vérifier en aucun temps tous les rapports fournis à la Province, en vertu des dispositions du chapitre 14 de la loi 4 Geo. VI;

8. Il pourra être mis fin aux présentes conventions sur pré-avis de six (6) mois donné par l'une ou l'autre des parties.

(Signé) J. A. MATHEWSON,
Trésorier de la Province.

En présence de:

(Signé) G.-H. SHINK.

(Signé) C.-R. FONTAINE,
Trésorier de la Cité.

En présence de:

(Signé) J. LECLERC.

Québec, ce 23 décembre 1940.

1958

COPIE du rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 10 septembre 1940, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 11 septembre 1940.

Concernant une convention entre le gouvernement de la province de Québec et la cité de Montréal relative à l'administration de la Loi de la taxe de vente de Montréal.

No 3295

L'honorable Trésorier de la Province, dans un rapport en date du 10 septembre (1940), a l'honneur d'exposer:

Que la Province, en vertu du chapitre 14, 4 Geo. VI, a décrété une loi intitulée "Loi de l'impôt sur la vente en détail", en vertu de laquelle une taxe est imposée aux consommateurs et usagers de la Province;

Que la cité de Montréal a une taxe semblable sur les ventes faites dans le territoire métropolitain décrit dans l'article 13, chapitre 112, 25-26 Geo. V;

Que la taxe de vente de la cité de Montréal a été continuellement en vigueur depuis 1935;

Qu'en vue de l'administration économique des deux dites lois de la taxe de vente, il a été convenu par les représentants des deux gouvernements de la Province et de la cité de Montréal que l'administration des deux Lois soit confiée au Trésorier de la Province;

Que l'administration des deux dites lois par un organisme au lieu de deux éliminera les conflits d'interprétation et évitera au contribuable la duplication des rapports, remises et inspections;

Que le gouvernement de la province de Québec désire réduire au minimum les frais de toute administration gouvernementale;

each month for the tax collected between the 15th and the last of the preceding month, and on the 25th for the tax collected between the 1st and the 15th of the current month;

5. The Province shall retain out of the periodic returns to the City a proportion of $1\frac{3}{4}\%$ of the said amount in reimbursement of costs of collection;

6. The Provincial Government binds itself to complete the work of auditing and collecting actually begun and finished by the division of the sales tax from the City Treasury Service and shall make remittance of the amounts thus collected on the dates mentioned in paragraph 4 of the present agreement. The Province may retain out of these remittances a proportion of $1\frac{3}{4}\%$ of the said amounts in reimbursement of costs of auditing and collection;

7. The City reserves the right to examine and verify at any time all reports furnished to the Province under the provisions of chapter 14 of the Act 4 Geo. VI;

8. The present agreement may be cancelled only after a previous six month's notice being given by one or the other of the parties hereto.

(Signed) J. A. MATHEWSON,
Provincial Treasurer.

In the presence of:

(Signed) G. H. SHINK.

(Signed) C. R. FONTAINE,
City Treasurer.

In the presence of:

(Signed) J. LECLERC.

Quebec, this 23rd December, 1940.

1958

COPY of the report of a committee of the Honourable Executive Council, dated the 10th September, 1940, approved by the Lieutenant-Governor the 11th September, 1940.

Concerning an agreement between the Government of the Province of Quebec and the City of Montreal respecting the administration of the Montreal Retail Sales Tax.

No. 3295

The Honourable the Provincial Treasurer, in a report dated the 10th September (1940), has the honour to set forth:

That the Province, by Chapter 14, 4 Geo. VI, has enacted a law entitled "Retail Sales Tax Act", under and by virtue of which a tax is imposed upon consumers and users of the Province;

That the City of Montreal has an analogous tax on sales made within the metropolitan area described in section 13, chapter 112, 25-26 Geo. V;

That the sales tax of the City of Montreal has been continuously in force since 1935;

That with a view to economical administration of the two sales tax laws, it has been agreed by the representatives of the governments of both the Province and the City of Montreal that the administration of both laws be assigned to the Provincial Treasurer;

That the administration of the two said laws by one body instead of two will also do away with conflicts of interpretations and avoid to the taxpayer duplication of returns, remittances and inspections;

That the Government of the Province of Quebec is desirous of minimizing costs of all government administrations;

Que la cité de Montréal, par ses représentants, a exprimé son consentement à ce que la province de Québec administre la taxe de vente de la cité de Montréal, en la cité de Montréal, et de certaines municipalités sous le contrôle de la Commission Métropolitaine de Montréal;

En conséquence, l'honorable trésorier de la province recommande, agissant en vertu de l'autorité de l'article 28, chapitre 14, 4 Geo. VI, qu'il soit autorisé à signer la formule de convention y annexée entre le gouvernement de la province de Québec et la cité de Montréal, le tout relatif à l'administration du règlement de ladite Cité, décrété en vertu de la Loi 25-26 Geo. V, chapitre 112, articles 10 et 11 et entrant en vigueur le 1er juillet 1940.

Certifié,

(Signé) A. MORISSET,
Greffier, Conseil Exécutif.

CONVENTION entre le Gouvernement de la Province de Québec et la Cité de Montréal relativement à la Taxe de vente provinciale et municipale.

Attendu que le Gouvernement de la province de Québec et la Cité de Montréal prélèvent des taxes de ventes similaires de 2% sur les ventes en détail effectuées dans le territoire métropolitain décrit dans l'article 13 du chapitre 112 de la loi 25-26 Geo. V;

Attendu qu'en vertu de l'article 28, chapitre 14 de la loi 4 Geo. VI, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut autoriser le Trésorier de la province à faire des conventions avec toute corporation municipale pour percevoir pour le compte de cette corporation municipale toute taxe de vente imposée par elle;

Attendu qu'il serait avantageux que ces taxes soient prélevées et perçues par un même organisme pour maintes raisons, entr'autres:

1. Éviter la duplication des dépenses d'administration par les deux gouvernements concernés;
2. Éviter les conflits d'interprétations;
3. Éviter des dépenses et du travail additionnel considérable aux agents percepteurs (vendeurs), représentés par la tenue de deux comptabilités séparées, par la production périodique de deux rapports et par la vérification de leurs livres et documents par deux organisations distinctes;

Attendu que l'objet des présentes conventions est de confier au gouvernement provincial la perception de la taxe municipale sur les ventes en détail dans le territoire métropolitain;

IL EST CONVENU QUE:

1. A compter du 1er juillet 1940, la perception de la taxe de vente municipale prélevée dans les municipalités du territoire métropolitain décrit dans l'article 13 du chapitre 112 de la loi 25-26 Geo. V, sera faite par le Contrôleur du revenu de la province de Québec simultanément avec la taxe de vente provinciale;

2. A compter du 1er juillet 1940, les deux taxes sont totalisées et il est perçu dans le territoire métropolitain une taxe de vente de 4%, les deux parties partageant également dans la perception de cette taxe dans tous les cas où la taxe est de 4%, c'est-à-dire dans tous les cas où les deux taxes sont exigibles et perçues;

3. Aucune interprétation de nature à affecter la taxe de la Cité de Montréal et en conséquence les revenus en découlant ne pourra être donnée par le nouvel organisme, sans qu'au préalable le Directeur des Finances de la Cité ait été mis au courant;

That the City of Montreal, through its representatives, has expressed a willingness to have the Province of Quebec administer the sales tax of the City of Montreal in the city of Montreal and of certain municipalities under the control of the Montreal Metropolitan Commission:

Therefore, the Honourable the Treasurer of the Province recommends that acting under the authority of section 28, Chapter 14, 4 Geo. VI, he be authorized to sign the draft of agreement hereto appended between the Government of the Province of Quebec and the City of Montreal, the whole respecting the administration of the By-Law of the said City, enacted in virtue of the Act 25-26 Geo. V, Chapter 112, sections 10 and 11 and with effect from the 1st of July, 1940.

Certified,

(Signed) A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

AGREEMENT between the Government of the Province of Quebec and the City of Montreal, respecting the provincial and municipal sales tax.

Whereas the Government of the Province of Quebec and the City of Montreal levy a similar 2% tax on retail sales made in the Metropolitan territory described in section 13 of chapter 112 of the Act 25-26 Geo. V;

Whereas in virtue of section 28, chapter 14 of the Act 4 Geo. VI, the Lieutenant Governor in Council may authorize the Provincial Treasurer to effect agreements with any municipal corporation for the purpose of collecting on behalf of such municipal corporation any sales tax imposed by it;

Whereas it is expedient that these taxes be levied and collected by the same body for many reasons, amongst others:

1. To avoid duplicating of expenses of administration by the two governments concerned;
2. To avoid conflicts of interpretation;
3. To avoid additional considerable expenses and work for the agents collectors (vendors), represented by the keeping of two separate sets of books, by the making of two periodic reports and by the auditing of their books and documents by two distinct organizations;

Whereas the object of these agreements is to confide to the Provincial Government the collection of the municipal tax on retail sales in the Metropolitan territory.

IT IS AGREED THAT:

1. From and after the 1st of July, 1940, the collection of the municipal sales tax levied in the municipalities of the Metropolitan territory described in section 13 of chapter 112 of the Act 25-26 Geo. V, shall be effected by the Comptroller of Revenue of the Province of Quebec simultaneously with the Provincial sales tax;

2. From and after the 1st of July, 1940, the two taxes shall be combined and there shall be collected in the Metropolitan territory, a sales tax of 4%, the two parties sharing equally in the collection of the said tax in all cases where the 4% tax, that is to say in all cases where the two taxes are exigible and collected;

3. No interpretation which might affect the tax of the City of Montreal and in consequence the revenues derived therefrom can be given by the new organization without first notifying the Director of Finance of the City to that effect;

4. La province devra faire remise à la Cité de la taxe perçue pour son compte, le 10 de chaque mois pour la taxe perçue entre le 15 et le dernier jour du mois précédent, et le 25 pour la taxe perçue entre le 1er et le 15 du mois courant;
5. La province retiendra sur la remise périodique à la Cité une proportion de 1¼ % pour se rembourser de ses frais de perception;
6. Le surintendant et l'assistant-surintendant actuels de la division de la taxe de vente du Service des Finances de la Cité deviennent à compter du 1er juillet 1940, respectivement le Directeur et Directeur-adjoint du Service de la taxe de vente provinciale;
7. Le personnel de la division de la taxe de vente du Service des finances de la Cité de Montréal tel qu'il se composait à la date du 30 juin 1940, fera partie du personnel du Service de la Taxe de Vente de la province;
8. La province s'engage à acquérir, au prix coûtant, moins la dépréciation, le mobilier de bureau qui sert actuellement à la perception de la taxe municipale sur les ventes dans le territoire métropolitain, selon un inventaire à être fait du mobilier qui est par les présentes transféré à la province et sur production des pièces justificatives;
9. La province s'engage à parachever le travail de perception actuellement en cours et accompli par la division de la taxe de vente du Service des Finances de la Cité, et devra faire remise des sommes ainsi perçues aux dates mentionnées au paragraphe 4 des présentes conventions. La province pourra retenir sur ses remises une proportion de 1¼ % pour se rembourser de ses frais de perception;
10. La province s'engage à effectuer et parachever dans le plus court délai possible, le travail de vérification de la taxe de vente de la Cité imposée et imposable avant le 1er juillet 1940, et est autorisée, par les présentes conventions à percevoir au nom de la Cité les sommes exigibles à la suite des vérifications effectuées. Elle devra faire remise des sommes ainsi perçues aux dates mentionnées au paragraphe 4 des présentes conventions et pourra retenir sur ses remises une proportion de 5% pour se rembourser de ses frais de vérification et de perception. Les dossiers actuellement en possession de la Cité sont transférés à l'organisme provincial de la taxe de vente pour permettre d'effectuer et parachever le travail de vérification et de réclamation prévu au présent article. Ces dossiers demeurent la propriété de la Cité et devront être remis individuellement à la Cité au fur et à mesure que la vérification qui se rapporte à chacun d'eux sera complétée au 1er juillet 1940;
11. La province étudiera la possibilité d'assurer une pension qui serait basée sur une durée de service datant de leur nomination en permanence comme employés de la Cité, au surintendant, à l'assistant-surintendant et au personnel de la division de la taxe de vente de la cité, tels que transférés par les présentes conventions; dans le cas où une pension sera établie pour lesdits employés, basée sur une durée de service datant de leur nomination en permanence comme employés de la Cité de Montréal, la Cité devra remettre à la province les contributions versées au fonds de pension de la Cité par lesdits employés, et ces derniers devront se conformer aux obligations du chapitre 11, S.R.Q. 1925, et amendements;
12. La Cité, par l'entremise de son Directeur des Finances ou des représentants de ce dernier,
4. The Province shall make returns to the City of the tax collected on its behalf, on the 10th of each month for the tax collected between the 15th and the last day of the preceding month, and on the 25th for the tax collected between the 1st and the 15th of the current month;
5. The Province shall retain out of the periodic remittance to the City a proportion of 1¼% in reimbursement of its costs of collection;
6. The present Superintendent and Assistant Superintendent of the Sales Tax Division of the City Finance Service become, on and from the 1st of July, 1940, respectively the Director and Assistant Director of Provincial Sales Tax Service;
7. The staff of the Sales Tax Division of the Finance Service of the City of Montreal as per date of the 30th June, 1940, shall form a part of the staff of the Provincial Sales Tax Service;
8. The Province binds itself to acquire, at cost price, less depreciation, the moveable effects of the office which actually serves for the collection of the municipal sales tax in the Metropolitan territory, according to an inventory to be taken of the moveable effects which are hereby transferred to the Province and upon production of vouchers;
9. The Province binds itself to complete the work of collection actually begun and finished by the division of the sales tax from the City Service of Finance, and shall make returns of the amounts thus collected on the dates mentioned in paragraph 4 of the present agreement. The Province may retain out of these remittances a proportion of 1¼% in reimbursement of its costs of collection;
10. The Province binds itself to effect and complete within the shortest possible delay, the work of auditing of the sales tax of the City imposed and imposable before the 1st of July, 1940, and is authorized, by the present agreement to collect on behalf of the City the amounts exigible according to the audit made. It shall make returns of the amounts collected on the dates mentioned in paragraph 4 of the present agreement and may retain out of these returns a proportion of 5% in reimbursement of its costs of auditing and collection. The present records in the possession of the City are transferred to the Provincial body of Sales Tax in order to carry out and complete the work of auditing and collecting ("réclamation") herein provided. These records remain the property of the City and shall be returned individually to the City as soon as the auditing of each one has been completed up to the 1st of July, 1940;
11. The Province shall study the possibility of assuring a pension to be based on the duration of service dating from their permanent appointment as employees of the City, to the Superintendent, the Assistant-Superintendent and to the staff of the City Sales Tax Division, as transferred by the present agreement; in the case where a pension shall be established for the said employees, based on the time of service dating from their permanent appointment as employees of the City of Montreal, the City shall remit to the Province the contributions paid to the City Pension Fund by the said employees, and these latter shall comply with the obligations of chapter 11, R.S.Q., 1925, and amendments;
12. The City, through its Director of Finance or representatives of the latter, reserves the right

se réserve le droit d'examiner et de vérifier, en aucun temps, tous rapports ou états relatifs à la taxe de vente municipale perçue par la province en vertu des présentes conventions;

13. Il pourra être mis fin aux présentes conventions sur pré-avis de six (6) mois donné par une des deux parties, avec le privilège pour la Cité de reprendre à son service le personnel qui est par les présentes transféré au gouvernement provincial, et de reprendre son mobilier de bureau cédé par les présentes, moyennant une rémunération raisonnable.

LA CITÉ DE MONTRÉAL,

(Signé) "EDM. HAMELIN":
Maire suppléant.

(Signé) "J.-ETIENNE GAUTHIER",
Greffier de la Cité.

(Signé) "J. ARTHUR MATHEWSON",
Trésorier de la Province.

Québec, ce 21 octobre 1940.

1957 Quebec, October 21, 1940.

1957

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

N° 1529

Québec, le 2 juillet 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant l'administration d'une taxe de vente dans la cité de Chicoutimi.

Attendu que, la Province, en vertu du chapitre 14, 4 George VI (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 88), a décrété une Loi intitulée "Loi de l'impôt sur la vente en détail", en vertu de laquelle une taxe est imposée aux consommateurs et usagers de la Province;

Attendu que la cité de Chicoutimi a une taxe semblable sur les ventes faites dans le territoire décrit dans l'article 1, chapitre 81, 6 George VI;

Attendu que la taxe de vente de la cité de Chicoutimi sera en vigueur le 1er juillet 1942;

Attendu qu'en vue de l'administration économique des deux dites lois de la taxe de vente, il a été convenu par les représentants des deux gouvernements de la Province et de la cité de Chicoutimi que l'administration des deux lois soit confié au trésorier de la Province;

Attendu que l'administration des deux dites lois par un organisme au lieu de deux éliminera les conflits d'interprétation et évitera au contribuable la duplication des rapports, remises et inspections;

Attendu que le gouvernement de la province de Québec, désire réduire au minimum les frais de toute administration gouvernementale;

Attendu que la cité de Chicoutimi, par ses représentants, a exprimé son consentement à ce que la province de Québec administre la taxe de vente de la cité de Chicoutimi et de certaines municipalités décrites dans l'article 1, chapitre 81, 6 George VI;

En conséquence, sur proposition de l'honorable trésorier de la Province, il est ordonné, en vertu de l'autorité de l'article 28, chapitre 88, statuts refondus de Québec, 1941, que le trésorier de la Province soit autorisé à signer la formule de convention entre le gouvernement de la province de Québec et la cité de Chicoutimi, le tout relatif à l'administration du règlement de ladite Cité décrété en vertu du chapitre 81, 6 George VI, et entrant en vigueur le 1er juillet 1942.

(Signé) A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

to examine and verify, at any time, all reports or statements respecting municipal sales tax collected by the Province under the present agreement;

13. The present agreement may be cancelled only after prior six months' (6) notice given by one of the two parties, with privilege for the City to re-engage into its service the staff which is hereby transferred to the Provincial Government, and to re-take its office moveable effects hereby ceded, for a reasonable price.

THE CITY OF MONTREAL,

(Signed) "EDM. HAMELIN",
Acting Mayor.

(Signed) "J. ETIENNE GAUTHIER",
City Clerk.

(Signed) "J. ARTHUR MATHEWSON",
Provincial Treasurer.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

No. 1529

Quebec, July 2, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning the administration of a retail sales tax in the City of Chicoutimi.

Whereas the Province, by Chapter 14, 4 George VI, (Revised Statutes of Quebec, 1941, Chapter 88), has enacted a law entitled "Retail Sales Tax Act" under and by virtue of which a tax is imposed upon consumers and users of the Province;

Whereas the City of Chicoutimi has a similar tax on sales made within the area described in Section 1, Chapter 81, 6 George VI;

Whereas the sales tax of the City of Chicoutimi will be in force on the 1st of July, 1942;

Whereas, with a view to economical administration of the two said sales tax laws, it has been agreed by the representatives of the governments of both the Province and the City of Chicoutimi, that the administration of both laws be assigned to the Provincial Treasurer;

Whereas the administration of the two said laws by one body instead of two will also do away the conflicts of interpretations and avoid to the taxpayer duplication of returns, remittances and inspections;

Whereas the Government of the Province is desirous of minimizing costs of all government administration;

Whereas the City of Chicoutimi, through its representatives, has expressed a willingness to have the Province of Quebec administer the sales tax of the City of Chicoutimi and of certain municipalities described in Section I, Chapter 81, 6 George VI;

Wherefore, upon the recommendation of the Honourable the Treasurer of the Province, It is ordered, under authority of Section 28, Chapter 88, Revised Statutes of Quebec, 1941, that the Treasurer of the Province be authorized to sign the draft of agreement between the Government of the Province of Quebec and the City of Chicoutimi, the whole respecting the administration of the By-law of the said City enacted in virtue of Chapter 81, 6 George VI, and with effect from the 1st of July, 1942.

(Signé) A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

CONVENTION entre la Gouvernement de la Province de Québec et la Cité de Chicoutimi, relativement à la perception de la taxe de vente imposée par la cité de Chicoutimi.

Attendu que le Gouvernement de la Province de Québec et la cité de Chicoutimi prélèvent des taxes de vente similaires de 2% sur les ventes en détail effectuées dans le territoire décrit à l'article 1 du chapitre 81 de la Loi 6 Geo. VI;

Attendu qu'en vertu de l'article 28, chapitre 88 des Statuts Refondus de Québec, 1941, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut autoriser le Trésorier de la Province à faire des conventions avec toute corporation municipale pour percevoir pour le compte de cette corporation municipale toute taxe de vente imposée par elle;

Attendu qu'il serait avantageux que ces taxes soient prélevées et perçues par un même organisme, et ce pour maintes raisons, entr'autres:

1. Éviter la duplication des dépenses d'administration par les deux gouvernements concernés;

2. Éviter les conflits d'interprétation;

3. Éviter des dépenses et du travail additionnel considérables aux agents percepteurs (vendeurs), notamment la tenue de deux comptabilités séparées, la production périodique de deux rapports et la vérification de leurs livres et documents par deux organisations distinctes;

Attendu que l'objet des présentes conventions est de confier au Gouvernement Provincial la perception de la taxe municipale sur les ventes en détail dans le territoire assujéti de la cité de Chicoutimi;

IL EST CONVENU QUE:

1. A compter du 1er juillet 1942, la perception de la taxe de vente municipale prélevée dans les municipalités du territoire décrit à l'article 1 du chapitre 81 de la Loi 6 Geo. VI, sera faite par le Contrôleur du Revenu de la Province de Québec, simultanément avec la taxe provinciale;

2. A compter du 1er juillet 1942, les deux taxes sont totalisées et il est perçu dans le territoire assujéti une taxe de vente de 4%, les deux parties partageant également dans la perception de cette taxe dans tous les cas où la taxe est de 4%, c'est-à-dire dans tous les cas où les deux taxes sont exigibles et perçues;

3. La Province devra faire remise comme suit de la taxe perçue pour le compte de la Cité: le 10 de chaque mois, pour la taxe perçue entre le 16 et le dernier du mois précédent, et le 25, pour la taxe perçue entre le 1er et le 15 du mois courant;

4. La Province retiendra sur la remise périodique faite à la cité de Chicoutimi une commission de 3% pour se rembourser de ses frais de perception, avec un minimum de \$7,500.00 par année, à compter du 1er juillet 1942;

5. La cité de Chicoutimi payera à la Province sa proportion des dépenses légales encourues par cette dernière pour la perception de la taxe de vente dans le territoire assujéti;

6. Il pourra être mis fin aux présentes conventions sur pré-avis de six (6) mois donné par l'une ou l'autre des parties.

En présence de:

(Signé) J. H. BIELER.

(Signé) J.-ARTHUR MATHEWSON,
Trésorier de la Province.

En présence de:

(Signé) GASTON CARRIER,

(Signé) GEO.-H. SMITH,
Maire de la Cité.

Québec, ce 15 juin 1942.

1959

AGREEMENT between the Government of the Province of Quebec and the City of Chicoutimi, respecting the collection of the Sales Tax imposed by the City of Chicoutimi.

Whereas the Government of the Province of Quebec and the City of Chicoutimi levy a similar 2% tax on retail sales made in the territory described in section 1 of chapter 81 of the Act 6 Geo. VI;

Whereas in virtue of article 28 of chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the Lieutenant-Governor in Council may authorize the Provincial Treasurer to effect agreements with any municipal corporation for the purpose of collecting on behalf of such municipal corporation any sales tax imposed by it;

Whereas it is expedient that these taxes be levied and collected by the same body and this for many reasons, amongst others:

1. To avoid duplicating expenses of administration by the two governments concerned;

2. To avoid conflicts of interpretation;

3. To avoid additional and considerable expense and work for the agents collectors (vendors), mainly that of the keeping of two separate sets of books, the making of two periodic reports and the auditing of their books and documents by two distinct organizations;

Whereas the object of these present agreements is to confide to the Provincial Government the collection of the municipal tax on the retail sales in the territory subject to the City of Chicoutimi;

IT IS AGREED THAT:

1. From and after the 1st of July, 1942, the collection of the municipal sales tax levied in the municipalities of the territory described in section 1 of chapter 81 of the Act 6 Geo. VI, shall be effected by the Comptroller of Revenues of the Province of Quebec, simultaneously with the provincial sales tax;

2. From and after the 1st of July, 1942, the two taxes shall be combined and there shall be collected in the territory affected a 4% sales tax, the two parties sharing equally in the collection of the said tax in all cases where the tax is 4%, that is to say in all cases where the two taxes are exigible and collected;

3. The Province shall make returns as follows: of taxes collected on behalf of the City: on the 10th of each month, for the tax collected between the 16th and the last of the preceding month, and on the 25th, for the tax collected between the 1st and the 15th of the current month;

4. The Province shall retain out of the periodic returns made to the City of Chicoutimi a commission of 3% in reimbursement of its costs of collection, with a minimum of \$7,500.00 per annum, on and from the 1st of July, 1942;

5. The City of Chicoutimi shall pay the Province its proportion of the legal costs incurred by the latter for the collection of the sales tax in the territory thus affected;

6. The present agreement may be cancelled only after a previous six months' notice being given by one or the other of the parties hereto.

In the presence of:

(Signed) J. H. BIELER.

(Signed) J. ARTHUR MATHEWSON,
Provincial Treasurer.

In the presence of:

(Signed) GASTON CARRIER.

(Signed) GEO. H. SMITH,
Mayor of the City.

Quebec, this 15th June, 1942.

1959

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2256

Québec, le 2 septembre 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une modification au décret relatif aux métiers du bâtiment dans la région de Québec.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1653, du 28 juin 1941, relatif aux métiers du bâtiment dans la région de Québec;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 25 avril 1942;

Attendu qu'une objection a été présentée contre ladite requête, mais qu'il n'a pas été jugé à propos d'y donner suite;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ledit décret numéro 1653 soit modifié de la façon suivante:

Le paragraphe "d" suivant est ajouté à l'article V:

"d. Les salaires doivent être payés régulièrement et intégralement chaque semaine."

1962-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2257

Québec, le 2 septembre 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant un amendement au décret relatif aux métiers du bâtiment dans la région de Québec.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le Ministre du Travail a donné avis, après avoir consulté les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1653, du 28 juin 1941, relatif aux métiers du bâtiment dans la région de Québec, de son intention de proposer l'adoption d'un amendement audit décret;

Attendu que ledit avis d'amendement a été publié dans la livraison du 11 avril 1942 de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu que les parties contractantes ont présenté une nouvelle requête à ce sujet au Conseil Régional du Travail en temps de guerre de Québec;

Attendu que ledit Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec a déterminé le tarif de boni de vie chère payable à tous les employés assujettis au décret, par décision en date du 18 août 1942;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ledit décret numéro 1653 soit amendé de la façon suivante:

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2256

Quebec, September 2, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a modification to the decree relating to the building trades in Quebec district.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec has presented to the Minister of Labour a request to modify decree number 1653, of June 28, 1941, relating to the building trades in Quebec district;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on April 25, 1942;

Whereas one objection against the said request has been set forth and it was deemed advisable to give no effect thereto;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 1653 be modified in the following manner:

The following subsection "d" is added to section V:

"d. Wages shall be paid regularly and entirely, each week."

1962-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2257

Quebec, September 2, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning an amendment to the decree relating to the building trades in Quebec district.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the Minister of Labour has given notice, after consultation with the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 1653, of June 28, 1941, relating to the building trades in Quebec district, of his intention to propose the approval of an amendment to the said decree;

Whereas the said notice of amendment has been published in the *Quebec Official Gazette* on April 11, 1942;

Whereas the contracting parties have presented a new request to that effect to the Quebec Regional War Labour Board;

Whereas the said Regional War Labour Board of Quebec has determined the rate of the cost of living bonus payable to all the employees governed by the decree, by a decision dated August 18, 1942.

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 1653 be amended in the following manner:

Le paragraphe suivant est ajouté à l'article IV :
"Indemnité de vie chère: Une indemnité de vie chère équivalant à \$0.05 de l'heure est ajoutée à tous les taux de salaires apparaissant dans le présent article pour chacune des catégories de salariés régis par le présent décret. Cette indemnité de vie chère de \$0.05 l'heure demeurera inchangée jusqu'au 15 août 1943, quelles que soient les fluctuations de l'indice fédéral du coût de la vie jusqu'à cette date.

La présente indemnité de vie chère est accordée conformément aux dispositions de l'arrêté en conseil fédéral C.P. 5963 et aux directives du Conseil National du Travail en temps de guerre."

A. MORISSET,

1963-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2258

Québec, le 2 septembre 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une convention collective de travail relative aux débardeurs du port de Québec.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), les parties ci-après mentionnées, par l'entremise de "The Shipping Federation of Canada", ont présenté une requête au ministre du Travail à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Albert G. Baker, Ltd.; Alcoa Steamship Co. Inc.; Canadian Import Company; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships Ltd.; County Line Ltd.; Cunard White Star Ltd.; Furness Withy & Co. Ltd.; Robert Reford Co., Ltd.;

Et, D'AUTRE PART:

"The Quebec Ship Labourers' Benevolent Society", soit rendue obligatoire pour les employeurs et les salariés des métiers visés suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 25 juillet 1942;

Attendu que les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

Attendu que les prescriptions de la Loi touchant la publication des avis ont été dûment suivies;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

Attendu que le Conseil National du Travail en temps de guerre a accordé l'autorisation nécessaire en ce qui touche le paiement d'une indemnité de vie chère aux employés des métiers visés dans la requête;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), avec toutefois les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 25 juillet 1942.

The following subsection is added to section IV:
"Cost of living bonus: A cost of living bonus equivalent to \$0.05 per hour is added to all the rates of wages mentioned in the present section for each one of the categories of employees governed by the present decree. Such cost of living bonus of \$0.05 per hour shall remain unchanged until August 15, 1943, whatever be the variations in the Federal Cost of Living Index up to that date.

The present cost of living bonus is given in conformity with the provisions of Federal Order in Council P.C. 5963 and the recommendations of the National War Labour Board."

A. MORISSET,

1963-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
 CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2258

Quebec September 2, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a collective labour agreement relating to the longshoremen of the Harbour of Quebec.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the contracting parties hereinafter mentioned, through The Shipping Federation of Canada, have presented to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Albert G. Baker, Ltd.; Alcoa Steamship Co. Inc.; Canadian Import Company; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships Ltd.; County Line Ltd.; Cunard White Star Ltd.; Furness Withy & Co. Ltd.; Robert Reford Co. Ltd.;

And, ON THE OTHER PART:

The Quebec Ship Labourers' Benevolent Society, for the employers and the employees in the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* on July 25, 1942;

Whereas the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of labour conditions in the trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

Whereas the provisions of the Act, concerning the publication of notices, have been duly observed;

Whereas no objection against the said request has been set forth;

Whereas the National War Labour Board has given the required authorization with regard to the payment of a cost of living bonus to the employees of the trades concerned;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said request be accepted, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), with, however, the following new provisions, to be substituted to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* on July 25, 1942.

I. a. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du présent décret comprend le port de Québec.

b. *Jurisdiction professionnelle*: Le présent décret s'applique aux débardeurs employés au chargement et au déchargement des navires océaniques dans le port de Québec.

Toutefois, la manutention des marchandises des wagons aux hangars ou aux entrepôts ne tombe pas sous le coup de la juridiction établie dans le paragraphe précédent.

II. *Taux de salaires et durée du travail*: a. Le jour, les heures de travail sont de 7.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m.; le taux de salaire pendant ces heures est de soixante-dix (\$0.70) cents l'heure. La nuit, soit de 5.00 p.m. à 7.00 a.m., le taux de salaire est majoré d'une demie, soit \$1.05 l'heure.

b. Tout travail exécuté pendant les heures de repas doit être rémunéré au double du taux de salaire en vigueur, excepté les dimanches alors que ce genre de travail est rémunéré au même taux que le travail exécuté pendant toute la journée, c'est-à-dire au double du taux basique de \$0.70 l'heure.

c. Les salariés régis par le présent décret doivent recevoir, en plus à titre de boni de guerre, sept cents (\$0.07) l'heure en plus des taux minima spécifiés au présent article.

III. *Indemnité de vie chère*: Conformément aux dispositions de l'arrêté en conseil fédéral C.P. 5963, tous les salariés régis par le présent décret doivent recevoir, en plus des taux de salaires et du boni de guerre stipulés à l'article II, une indemnité de vie chère de sept cents (\$0.07) l'heure en plus des taux en vigueur (le jour ou la nuit, les dimanches ou jours de fêtes), ladite indemnité ne devant pas être doublée pour le travail exécuté le dimanche ou pendant les heures de repas. Ladite indemnité de \$0.07 sera augmentée ou réduite, conformément aux dispositions de l'article 34, paragraphe (1) de l'arrêté en conseil fédéral C.P. 5963, de \$0.01 l'heure pour chaque augmentation ou diminution de 1.6 point dans le chiffre de l'indice du coût de la vie calculé pour tout le Dominion par le Bureau fédéral de la Statistique. (Le paiement de la présente indemnité de vie chère a été autorisé par le Conseil National du Travail en temps de guerre, par lettre en date du 2 juillet 1942).

IV. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1942 et se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une ou l'autre des parties ne fasse tenir à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, au moins soixante (60) jours avant le 31 décembre 1942 ou soixante (60) jours avant le 31 décembre de toute année subséquente. Tel avis doit également être adressé au ministère du Travail de la province de Québec.

A. MORISSET,
1964-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2259

Québec le 2 septembre 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une convention collective de travail relative aux vérificateurs travaillant sur les navires océaniques dans le port de Québec.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts

I. a. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree comprises the Port of Quebec.

b. *Professional jurisdiction*: The decree governs all longshoremen employed in loading and discharging ocean-going vessels in the Port of Quebec.

However the handling of merchandise from wagons to sheds or warehouses shall not be subject to the jurisdiction established in the preceding paragraph.

II. *Rates of wages and duration of labour*: a. Day work shall be from 7.00 a.m. to 12.00 noon and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m. and the rate of pay for these pay periods shall be seventy (\$0.70) cents per hour. From 5.00 p.m. till 7.00 a.m., the rate of pay shall be time and one half, viz: \$1.05 per hour.

b. Double time at the prevailing rate shall be paid for work done during meal hours, except that on Sundays the rate for working during meal hours shall be the same as the rate paid for Sunday work viz: double the basic rate of \$0.70 per hour.

c. The longshoremen shall be paid, as a war bonus, seven (\$0.07) cents per hour in addition to the basic rates of pay specified in this section.

III. *Cost of living bonus*: In addition to the rates of pay and war bonus stipulated in the present decree, there shall be paid to longshoremen, under the terms of the Federal Order P.C. 5963, a cost of living bonus at the rate of seven cents (\$0.07) per hour worked, over and above the prevailing rates (day or night, Sunday or holidays), said cost of living bonus not to be doubled for meal hours, Sundays or holidays, the said bonus of \$0.07 will be adjusted, up or down, in accordance with the provisions of section 34, subsection (1) of P.C. 5963, on the basis of \$0.01 per hour for each 1.6 change in the cost of living index prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics. (The payment of the present cost of living bonus has been authorized by the National War Labour Board, in a letter of July 2, 1942).

IV. *Duration of the decree*: The decree shall remain effective until December 31st, 1942 and thereafter, from year to year, unless or until either party serves written notice on the other party to the contrary, at least sixty (60) days prior to December 31st, 1942, or sixty (60) days prior to December 31st, of any subsequent year. Such notice shall also be sent to the Department of Labour of the Province of Quebec.

A. MORISSET,
1964-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2259

Quebec, September 2, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a collective labour agreement relating to the checkers working on ocean-going vessels in the Harbour of Quebec.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Que-

refondus de Québec 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au Ministre du Travail par les parties ci-après mentionnées, à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"Alcoa Steamship Co. Inc.; Canadian Import Company; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd.; Cunard White Star Ltd.; Furness Withy & Co. Ltd.; Robert Reford Co., Ltd.; County Line Ltd.;

Et, D'AUTRE PART:

Le local N° 1605 de l'"International Longshoremen's Association"; ci-après appelés les "vérificateurs", soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés du métier visé, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 25 juillet 1942;

Attendu que les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

Attendu que les prescriptions de la Loi touchant la publication des avis ont été dûment suivies;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

Attendu que le Conseil National du Travail en temps de guerre a accordé l'autorisation nécessaire en ce qui touche le paiement d'une indemnité de vie chère aux employés des métiers visés dans la requête;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), avec toutefois les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 25 juillet 1942:

I. a. Jurisdiction territoriale: La juridiction territoriale du décret comprend le port de Québec.

b. Jurisdiction industrielle: Le présent décret s'applique aux vérificateurs travaillant sur les navires océaniques dans le port de Québec. Le présent décret régit seulement les vérificateurs payés à l'heure et ne s'applique pas aux salariés payés à la semaine ou au mois qui peuvent être engagés par les compagnies pour exécuter l'ouvrage d'un vérificateur ou tout autre travail sur les quais du port de Québec.

II. Taux des salaires et durée de travail: a. Le jour, les heures de travail sont de 7.00 a.m. à 5.00 p.m.; tout travail exécuté durant ces heures, doit être rémunéré au taux minimum de cinquante-cinq (\$0.55) sous l'heure.

b. La nuit, les heures de travail sont distribuées entre 5.00 p.m. et 7.00 a.m.; durant cette période, le taux minimum de salaire est de soixante-cinq (\$0.65) sous l'heure.

c. Une rémunération équivalente à au moins deux heures de travail au taux établi doit être payée à tout salarié mis au travail le jour ou la nuit.

d. Tout travail exécuté le dimanche (i.e. de minuit le samedi à minuit le dimanche) doit être rémunéré au double du taux de salaire établi.

III. Indemnité de vie chère: Conformément aux dispositions de l'arrêté en conseil fédéral C.P.

bec 1941, chapter 163), a request has been presented to the Minister of Labour by the parties hereinafter mentioned to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Alcoa Steamship Co.; Canadian Import Company; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd.; Cunard White Star Ltd.; Furness Withy & Co. Ltd.; Robert Reford Co., Ltd.; County Line Ltd.;

And, ON THE OTHER PART:

Local number 1605 of the International Longshoremen's Association, hereinafter called the "Checkers", be rendered obligatory for the employers and the employees in the trade concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* on July 25, 1942;

Whereas the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of labour conditions in the trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

Whereas the provisions of the Act concerning the publication of notices, have been duly observed;

Whereas no objection to the said request has been set forth;

Whereas the National War Labour Board has given the required authorization with regard to the payment of a cost of living bonus to the employees of the trades concerned;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said request be accepted, pursuant to the provisions of the Collective Labour Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), with, however, the following new provisions to be substituted to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* on July 25, 1942:

I. a. Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of the decree comprises the Port of Quebec.

b. Industrial jurisdiction: The decree applies to checkers employed on ocean-going vessels in the port of Quebec. The present decree governs only hourly-paid checkers and does not govern any weekly or monthly-paid employees who may be employed by the companies in checking and other work on the wharves at the port of Quebec.

II. Rates of wages and duration of labour: a. Day work shall be from 7.00 a.m. to 5.00 p.m.; any work done during that period shall be paid not less than fifty-five (\$0.55) cents per hour.

b. Night work shall be from 5.00 p.m. to 7.00 a.m. and for work done during that period, checkers shall be paid not less than sixty-five (\$0.65) cents per hour.

c. When checkers are put to work, day or night, they shall receive not less than two (2) hours at the prevailing rate.

d. Double time at the prevailing rates shall be paid for all work done on Sundays (i.e. between midnight Saturday and midnight Sunday).

III. Cost of living bonus: In addition to the rates of pay and war bonus stipulated in section

5963, tous les salariés régis par le présent décret doivent recevoir, en plus des taux de salaires stipulés à l'article II, une indemnité de vie chère de neuf cents (\$0.09) l'heure (en plus des taux en vigueur le jour ou la nuit, les dimanches ou jours de fêtes), ladite indemnité ne devant pas être doublée pour le travail exécuté les dimanches. Ladite indemnité de \$0.09 sera augmentée ou réduite, conformément aux dispositions de l'article 34, paragraphe (1) de l'arrêté en conseil fédéral C.P. 5963, de \$0.01 l'heure pour chaque augmentation ou diminution de 1.6 point dans le chiffre de l'indice du coût de la vie calculé pour tout le Dominion par le Bureau fédéral de la Statistique. (Le paiement de la présente indemnité de vie chère a été autorisé par le Conseil National du Travail en temps de guerre, par lettre en date du 2 juillet 1942).

VI. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1942 et se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une ou l'autre des parties ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie, au moins trente (30) jours avant le 31 décembre 1942 ou trente (30) jours avant le 31 décembre de toute année subséquente. Tel avis doit également être adressé au ministère du Travail de la province de Québec.

A. MORISSET,
1965-o Greffier du Conseil Exécutif.

II, there shall be paid to the checkers, under the terms of the Federal Order P.C. 5963, a cost of living bonus at the rate of nine cents (\$0.09) per hour worked, over and above the prevailing rates (day or night, Sundays or holidays), said cost of living bonus not to be doubled for meal hours, Sundays or holidays. The said bonus of \$0.09 will be adjusted, up or down, in accordance with the provisions of section 34, subsection (1) of P.C. 5963, on the basis of \$0.01 per hour for each 1.6 change in the cost of living index prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics. (The payment of the present cost of living bonus has been authorized by the National War Labour Board, in a letter of July 2, 1942).

IV. *Duration of the decree*: The decree shall remain effective until the 31st of December 1942 and shall be renewed automatically from year to year, thereafter, unless or until either party serves written notice on the other party to the contrary, at least thirty (30) days prior to December 31st, 1942 or thirty (30) days prior to December 31st, of any subsequent year. Such notice shall also be sent to the Department of Labour of the Province of Quebec.

A. MORISSET,
1965-o Clerk of the Executive Council.

Ministère du Travail

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Ministre du Travail que des parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du fer et bronze ornemental, approuvée par l'ordre en conseil numéro 1062, du 20 avril 1942, lui ont présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes audit décret:

1. Que l'article II soit remplacé par le suivant:
II.—*Taux de salaires*:—Les taux minima de salaires seront les suivants pour chacun des métiers ci-après:

Métiers	Taux horaires
Mécaniciens.....	\$ 0.88
Ajusteurs.....	0.78
Aides (boutique ou chantier).....	0.68
Monteurs.....	0.88

2. Que l'article X soit remplacé par le suivant:
X.—*Durée du décret*:—Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pour une période d'une (1) année à compter de cette date.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, ce 5 septembre 1942. 1971-o

Department of Labour

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Minister of Labour that some contracting parties to the collective labour agreement relating to the ornamental iron and bronze industry, approved by Order in Council number 1062, of April 20, 1942, have presented to him a request to modify the said decree in the following manner:

1. That section II be replaced by the following:
II.—*Rates of wages*:—The minimum rates of wages shall be the following for each of the following classifications:

Trades	Hourly rates
Mechanics.....	\$ 0.88
Fitters.....	0.78
Helpers (shops or field).....	0.68
Erectors.....	0.88

2. That section X be replaced by the following:
X.—*Duration of the decree*:—The present decree shall be effective from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in force until December 31, 1943.

During the thirty days from the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, September 5, 1942. 1971-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

Le Comité conjoint des barbiers-coiffeurs de Salaberry de Valleyfield, établi en exécution du décret numéro 721, du 26 mars 1942, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2255, du 2 septembre 1942, le tout, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 5 septembre 1942 au 28 mars 1943; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs listes de paye.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$15.00 (salaire minimum fixé par décret).

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

Mode de perception

Pour faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 décembre 1942 et 31 mars 1943.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du comité conjoint des barbiers-coiffeurs de Salaberry de Valleyfield pour la période comprise entre le 5 septembre 1942 et le 28 mars 1943.

BUDGET du Comité Conjoint des barbiers-coiffeurs de Salaberry de Valleyfield pour la période comprise entre le 5 septembre 1942 et le 28 mars 1943.

Recettes:

Cotisations: ($\frac{1}{2}$ de 1%)

Employeurs professionnels, artisans et salariés.....\$75.60

NOTICE OF LEVY

The Parity Committee of the barbers and hairdressers of Salaberry of Valleyfield, formed under decree No. 721 of March 26, 1942, has been authorized by a regulation approved by order-in-council No. 2255, of September 2, 1942, in accordance with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, Chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, artisans and employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy shall extend from September 5, 1942, to March 28, 1943; such levy shall be applied in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their pay list.

b) The artisans shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages fixed for the journeyman, namely, \$15.00 (minimum wage fixed by decree).

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

Mode of collection

In order to facilitate the collection of such assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week and the sums paid to the Parity Committee. The professional employer shall see that the reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of his employees the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requirable.

Financial Report

According to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall send a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: December 31st, 1942 and March 31st, 1943.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the barbers and hairdressers of Salaberry of Valleyfield for the period between September 5, 1942, and March 28, 1943.

BUDGET of the Parity Committee of the barbers and hairdressers of Salaberry of Valleyfield, for the period between September 5, 1942, and March 28, 1943.

Receipts:

Assessments: ($\frac{1}{2}$ of 1%)

Professional employers, artisans and employers.....\$75.60

Dépenses:

Papeterie.....	\$14.25
Aviseur légal.....	20.00
Divers et voyage.....	12.35
Audition des livres.....	6.00
Salaire du trésorier.....	23.00

Total.....\$75.60

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 5 septembre 1942. 1970-o

Expenses:

Stationery.....	\$14.25
Legal adviser.....	20.00
Miscellaneous and trip.....	12.35
Audition of books.....	6.00
Salary of the treasurer.....	23.00

Total.....\$75.60

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour.
Quebec, September 5, 1942. 1970-o

**Index de la Gazette officielle
de Québec, No 36**

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 36**

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2529

ACTION EN SÉPARATIONS DE BIENS:

Malo vs Lenoir..... 2535

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

- 3295—Concernant une convention entre le gouvernement de la province de Québec et la cité de Montréal relative à l'administration de la Loi de la taxe de vente de Montréal..... 2552
- 3296—Concernant une convention entre le gouvernement de la province de Québec et la cité de Québec relative à l'administration de la Loi de la taxe de vente de Québec..... 2550
- 1459—Concernant la Loi des produits agricoles, (statuts refondus de 1925, chapitre 68B, tel qu'édicte par la Loi 25-26 George V, chapitre 30), et la désignation des produits qui lui ont donné lieu..... 2546
- 1529—Concernant l'administration d'une taxe de vente dans la cité de Chicoutimi..... 2555
- 1530—Concernant l'administration d'un règlement de la ville de St-Joseph d'Alma relatif à une taxe de vente en détail dans cette localité..... 2548
- 1531—Concernant l'administration d'une taxe de vente en détail dans la cité des Trois-Rivières..... 2546
- 2256—Métiers du bâtiment dans la région de Québec..... 2557
- 2257—Métiers du bâtiment dans la région de Québec..... 2557
- 2258—Débardeurs du port de Québec.... 2558
- 2259—Vérificateurs travaillant sur les navires océaniques dans le port de Québec. 2559

ASSURANCE:

Les Prévoyants du Canada..... 2535

AVIS DIVERS:

- Commissaires d'écoles du village de Ste-Anne-des-Monts vs Héritiers Rigobert Miville *et al.*..... 2537
- Longchamp, Joseph..... 2536
- Paradis, Armand..... 2537
- Telephone Securities, Limited..... 2536

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2529

ACTION FOR SEPARATIONS AS TO PROPERTY:

Malo vs Lenoir..... 2535

ORDERS IN COUNCIL:

- 3295—Concerning an agreement between the Government of the Province of Quebec and the city of Montreal respecting the administration of the Montreal retail sales tax..... 2552
- 3296—Concerning an agreement between the Government of the Province of Quebec and the city of Quebec respecting the administration of the Quebec retail sales tax..... 2550
- 1459—Respecting the Agricultural products Act (Revised Statutes of 1925, chapter 68B, as enacted by the Act 25-26, George V, chapter 30), and the designation of the products to which it applies..... 2546
- 1529—Concerning the administration of a retail sales tax in the city of Chicoutimi..... 2555
- 1530—Concerning the administration of a by-law of the town of St. Joseph d'Alma respecting a retail sales tax in that locality..... 2548
- 1531—Concerning the administration of a retail sales tax in the city of Trois-Rivières..... 2546
- 2256—Building trades in Quebec district. 2557
- 2257—Building trades in Quebec district. 2557
- 2258—Longshoremen of the harbour of Quebec..... 2558
- 2259—Checkers working on ocean going vessels in the harbour of Quebec..... 2559

INSURANCE:

Les Prévoyants du Canada..... 2535

MISCELLANEOUS NOTICES:

- School Commissioners of the village of Ste-Anne-des-Monts vs Heirs of Rigobert Miville *et al.*..... 2537
- Longchamp, Joseph..... 2536
- Paradis, Armand..... 2537
- Telephone Securities, Limited..... 2536

BUREAUX-CHEF:

The Lakeview Cemetery Company.....	2538
Tree Surgery Company Limited.....	2538

CHARTES—ABANDON DE:

G & B Electric & Refrigeration Incorporated.....	2539
Gravel & Goyer Coal Company Limited.....	2538
Henri Boucher Limitée.....	2538
La Cie Terrains Paul Limitée.....	2538
Shagreen Co.....	2539

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES:

Notre-Dame-des-Anges de Montauban, paroisse de.....	2539
--	------

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:

St-René-de-Matane, munic. solaire.....	2539
--	------

EXAMEN DES AGRONOMES:

Étude à l'agronomie.....	2540
--------------------------	------

LETTRES PATENTES:

La Corporation de Protection de Documents—Records Protection Corporation.....	2530
Quebec Broom & Mop Manufacturers Association Incorporated—Association des Manufacturiers de Balais & Vardouilles de Québec, Inc.....	2531
Strathcona Garment Mfg. Co. Ltd.....	2531
Woollens & Textiles Corporation.....	2532

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Seven Up Montreal Limited.....	2532
--------------------------------	------

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:

Cercle agricole de la paroisse de Ste-Françoise-Romaine.....	2540
Société Coopérative Agricole de St-Tite..	2541

MINISTÈRE DU TRAVAIL:

Barbiers-coiffeurs de Salaberry de Valleyfield.....	2562
Industrie du fer et bronze ornemental....	2561

MINUTES DE NOTAIRES:

Delâge, Maurice.....	2541
----------------------	------

NOMINATIONS:

Commissaires d'écoles.....	2541
Diverses.....	2541

VENTES POUR TAXES:

Coaticook, ville de.....	2533
Marieville, ville de.....	2534
Trois-Rivières, cité de.....	2533

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

<i>Arthabaska:</i>	
Antaya vs Mondor.....	2542

<i>Iberville:</i>	
Cité de Saint-Jean vs Jodouin.....	2543

CHIEF-OFFICES:

The Lakeview Cemetery Company.....	2538
Tree Surgery Company Limited.....	2538

CHARTERS—SURRENDER OF:

G & B Electric & Refrigeration Incorporated.....	2539
Gravel & Goyer Coal Company Limited.....	2538
Henri Boucher Limitée.....	2538
La Cie Terrains Paul Limitée.....	2538
Shagreen Co.....	2539

DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS:

Notre-Dame-des-Anges de Montauban, parish of.....	2539
--	------

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:

St-René-de-Matane, school munic.....	2539
--------------------------------------	------

AGRONOMISTS EXAMINATION:

Study of the agronomy.....	2540
----------------------------	------

LETTERS PATENT:

La Corporation de Protection de Documents—Records Protection Corporation.....	2530
Quebec Broom & Mop Manufacturers Association Incorporated—Association des Manufacturiers de Balais & Vardouilles de Québec, Inc.....	2531
Strathcona Garment Mfg. Co. Ltd.....	2531
Woollens & Textiles Corporation.....	2532

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT

Seven Up Montreal Limited.....	2532
--------------------------------	------

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:

Cercle agricole de la paroisse de Ste-Françoise-Romaine.....	2540
Société Coopérative Agricole de St-Tite..	2541

DEPARTMENT OF LABOUR:

Barbers and hairdressers of Salaberry de Valleyfield.....	2562
Ornamental iron and bronze industry....	2561

NOTARIAL MINUTES:

Delâge, Maurice.....	2541
----------------------	------

APPOINTMENTS:

School Commissioners.....	2541
Miscellaneous.....	2541

SALES FOR TAXES:

Coaticook, town of.....	2533
Marieville, town of.....	2534
Trois-Rivières, city of.....	2533

SHERIFFS' SALES:

<i>Arthabaska:</i>	
Antaya vs Mondor.....	2542

<i>Iberville:</i>	
City of Saint-Jean vs Jodouin.....	2543

Montmagny:

Létourneau vs Caron..... 2543

Montmagny:

Létourneau vs Caron..... 2543

Montréal:

Brewster vs Clarkson..... 2543

The Royal Trust Company *et al* vs Ver-
mette..... 2544

Montreal:

Brewster vs Clarkson..... 2543

The Royal Trust Company *et al* vs Ver-
mette..... 2544

Nicolet:

Dupuis vs Bellefeuille..... 2545

Nicolet:

Dupuis vs Bellefeuille..... 2545

Québec:

Cité de Québec vs St-Pierre *et vir*..... 2545

Quebec:

City of Quebec vs St-Pierre *et vir*..... 2545

Terrebonne:

Renaud vs Bigras..... 2545

Terrebonne:

Renaud vs Bigras..... 2545

1972-o

1972-o

